**Module 4 : Coordination de l’éducation en situations d’urgence**

**Durée : 1 heure 50 minutes**

**Objectifs pédagogiques**

**À la fin de cette session, les participants :**

1. Sauront expliquer le rôle, les bénéfices et les difficultés de la coordination du secteur de l’éducation pour la préparation et l’intervention en cas d’urgence.
2. Sauront appréhender le fait qu’une bonne coordination aide l’organisme responsable (gouvernement/ministère de l’Éducation) à fournir des services éducatifs dans les contextes de crise.
3. Sauront présenter les objectifs du principe de la responsabilité sectorielle dans les interventions d’urgence et définir les rôles et responsabilités des agences co-chef de file (Save the Children et l’UNICEF) et des membres du Cluster éducation.

**Principaux messages et points à retenir**

* Les mécanismes de coordination nécessitent une communication claire, le partage d’ informations, une définition précise des rôles et responsabilités et un leadership dynamique.
* Lors d’une crise, la coordination et moyens de communication peuvent devenir compliqués et confus.
* La coordination du secteur de l'éducation doit inclure les ministères de l'Éducation, les organisations des Nations Unies, les ONG internationales/nationales et d'autres parties prenantes.
* La coordination nécessite d’établir des relations actives avec les autres secteurs, les communautés touchées et les ONG nationales. L’instauration de ce dialogue se heurte toutefois à des obstacles et des difficultés.
* Les normes minimales de l’INEE sur la participation et la coordination peuvent permettre de comprendre la complexité des enjeux et d’obtenir de meilleurs résultats.
* Le principe de la responsabilité sectorielle a été mis au point par la communauté humanitaire internationale pour améliorer la coordination des interventions d’urgence entre différents secteurs (notamment l’éducation).

**Présentation générale de la session**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Programme** | **Durée approx.** | **Type d’activité** |
| 1. Introduction/réflexion sur les bénéfices et les difficultés de la coordination | 30 minutes | Travail en groupe, réflexion et comptes rendus en séance plénière |
| 1. Le principe de la responsabilité sectorielle du Comité permanent interorganisations (CPI) et la coordination du secteur de l’éducation en situations d’urgence | 10 minutes | Présentation |
| 1. 3.1 Coordination du Cluster/secteur de l’éducation | 45 minutes | Jeu de rôles |
| 3.2 Examen de la norme de l’INEE sur la coordination et la participation | 10 minutes | Réflexion individuelle |
| 3.3 Enseignements tirés d’expériences de coordination et de l’application des normes minimales de l’INEE | 15 minutes | Séance plénière |
| **Durée totale** | **1 heure 50 minutes** |  |

**Préparation, ressources et supports de cours**

***Ressources/supports nécessaires :***

* Tableaux de conférence, marqueurs
* Papier fixé au mur et marqueurs pour 6 groupes
* Diaporama pour le module 4
* Document 4.1 : Objectifs du Cluster éducation conformément à la note d’orientation du CPI
* Rôles individuels sur des fiches distinctes pour le jeu de rôles 3.1

***Préparation pour cette session :***

* Familiarisez-vous avec le diaporama.
* Fixez le papier au mur à six endroits de la pièce et placez 6 à 10 marqueurs de différentes couleurs à côté du papier.
* Imprimez les fiches pour le jeu de rôles et les rapports de situation afin de les distribuer aux participants. Vérifiez que vous disposez des rôles, fiches d’instructions, etc. dont vous avez besoin, en particulier si vous prévoyez d’utiliser les exercices alternatifs ou supplémentaires.

***Ressources supplémentaires :***

* 4.3 Termes de référence pour les chefs de file sectoriels – CPI
* 4.4. Protocole d’accord UNICEF-Save the Children
* 4.5 Exemple de termes de référence pour un Cluster éducation
* 4.6 Smarter Cluster Coordination Meetings – IASC Guidelines (Directives du CPI pour organiser des réunions de coordination sectorielles plus efficaces)

***Boîte à outils :***

* *Pour adaptation locale*

***Supports supplémentaires :***

* **Examen des mécanismes de coordination existants** (principalement pour le personnel des ministères de l’Éducation)

***Matériel nécessaire*** : tableaux de conférence et marqueurs pour chaque groupe

* **Plan d’action pour améliorer la coordination** (travail en groupe adapté à tous les types de participants)

***Matériel nécessaire*** : pile de cartes VIPP pour chaque table

Document 4.2 : Liste de contrôle des mesures de coordination pour le Cluster/secteur de l’éducation

* **Exercice - Partage d’expériences en matière de coordination** (plusieurs participants doivent avoir l’expérience de différents mécanismes de coordination et être prêts à en discuter avec le reste du groupe)
* **Jeu de rôles – Réunion du Cluster éducation**
* ***Matériel nécessaire*** : exemplaires des fiches pour le jeu de rôles et du rapport de situation pour chaque participant

Il peut être nécessaire d’utiliser 2 ou 3 pièces différentes selon le nombre de réunions organisées.

Les rôles correspondent à une réunion nationale et une réunion au niveau du district.

* **Simulation d’Appel éclair**

***Matériel nécessaire*** : voir les notes d’orientation complémentaires.

Le diaporama supplémentaire inclut des diapositives de présentation.

**1. Bénéfices et difficultés de la coordination**

**25 minutes**

|  |  |
| --- | --- |
|  | ***Note à l’animateur :*** *un exercice plus complet permettant d’étudier les mécanismes de coordination existants est disponible dans les exercices supplémentaires.*  ***Séance plénière (10 minutes)***   1. Demandez aux participants de réfléchir aux mécanismes de coordination de l’éducation qui existent dans leurs pays :  * *Quel est le rôle des organes de coordination existants pendant ou après une situation d’urgence ?* * *Que faudrait-il pour que ces organes de coordination soient efficaces pendant une situation d’urgence ?* * *Combien d’entre vous travaillent au sein d’un mécanisme de coordination de l’éducation pour une situation d’urgence ou d’une autre initiative inter-agences ? S’agit-il d’une structure permanente ou créée à des fins précises ?* * *Savez-vous ce qu’est un cluster en contexte des situations d’urgence ? Combien d’entre vous ont déjà été membres d’un cluster ?*   **Exemples d’organes de coordination**   * *Groupe de donateurs pour l’éducation* * *Groupe de travail dans le secteur de l’éducation* * *Groupe de travail sous-sectoriel (p. ex. sur les associations parents-enseignants, le programme d’apprentissage accéléré au Libéria)*   Pour finir, présentez les objectifs pédagogiques de la session aux participants.  ***Exercice en groupe (20 minutes)***   1. Expliquez que le groupe étudiera le concept des **clusters** un peu plus tard au cours de cette session et que les participants vont maintenant examiner les bénéfices et les difficultés de la **coordination** générale de l’éducation en situations d’urgence. Orientez les participants vers la norme minimale de l’INEE relative à la coordination :   Normes minimales de l’INEE, catégorie Politique éducative et coordination :  **Norme 3 -** **Coordination :** un mécanisme transparent est mis en place aux fins d’une coordination des activités éducatives d’urgence et d’une mise en commun efficace des informations entre les parties prenantes.   1. Expliquez aux participants qu’ils vont avoir l’occasion de partager leurs expériences en matière de coordination dans le cadre d’un exercice créatif.   **Exercice sur les bénéfices et les difficultés de la coordination**   1. Demandez aux participants de réfléchir à leurs expériences en général et à celles portant sur la coordination de l’éducation en situations d’urgence en particulier, s’ils en ont. Invitez-les à considérer leurs expériences **positives** et **négatives**, leurs **réussites** et leurs **difficultés**. 2. Répartissez les participants en groupes de 5 à 6. Placez chaque groupe dans une partie de la pièce avec un tableau de conférence. Demandez aux groupes de réaliser un dessin qui illustre leurs expériences en matière de coordination. Les aptitudes artistiques n’entrent pas en ligne de compte. Ce dessin doit leur servir à transmettre leurs expériences. Ils peuvent utiliser l’humour, des légendes, des diagrammes, des organigrammes ou toute autre représentation graphique susceptible de communiquer leur message sur leurs sentiments positifs et négatifs, leurs expériences et leurs processus de coordination. 3. Arrêtez l’exercice au bout de **10 minutes**. Organisez un atelier carrousel au cours duquel les participants vont observer chaque dessin. Demandez aux groupes de sélectionner une personne qui restera à côté du dessin pour l’expliquer aux autres. Ne menez pas l’atelier carrousel en séance plénière mais sous la forme d’un moment d’observation souple de 7 à 8 minutes maximum. 4. Faites le bilan de l’activité avec l’ensemble des participants en résumant les bénéfices et les difficultés de la coordination de l’éducation en contexte d’urgence. Si certains participants ont des exemples, demandez-leur d’en faire part au groupe car ils amélioreront les connaissances de ceux qui n’ont pas d’expérience directe des mécanismes de coordination. Récapitulez en passant en revue les points suivants, qui auront peut-être été soulevés :   ***Principaux bénéfices de la coordination* :**   * Permet aux partenaires d’apporter leur contribution en fonction de leurs points forts et de leurs avantages comparatifs * Fournit l’occasion d’élaborer ensemble une stratégie et un plan * Évite les chevauchements et la duplication des efforts et activités * Maximise l’utilisation des ressources * Permet aux partenaires de se répartir les domaines de responsabilité et la couverture géographique * Peut renforcer le plaidoyer et la mobilisation des ressources * Améliore le soutien au gouvernement * Peut conduire à la normalisation des approches, des outils et de la mise en œuvre * Peut susciter un apprentissage mutuel et améliorer les compétences, les stratégies et la mise en œuvre des programmes * Peut être plus économique * Peut favoriser la participation de la communauté * Fournit l’occasion d’améliorer la préparation * Renforce les compétences de leadership, de facilitation et de planification * Peut permettre d’identifier les lacunes et garantir qu’elles soient comblées * Peut favoriser la coordination intersectorielle   ***Principales difficultés de la coordination******:***   * Manque de définition claire des rôles et responsabilités, conflits dans ce domaine * Manque de leaders et de compétences de leadership, conflits relationnels * Faibles compétences en matière de planification et de gestion des réunions * Incapacité d’établir des stratégies et des objectifs communs * Impossibilité d’élaborer des stratégies de communication et d’information pour la gestion des données et des informations * Obstacles à la communication : les informations sont souvent transmises par e-mail et en ligne, excluant ceux qui n’ont pas facilement ’accès à Internet ou ni d’ordinateurs. La langue peut empêcher les ONG locales de participer activement. * Duplication des efforts et des couvertures géographiques * Les réunions sont souvent organisées dans la capitale alors que l’intervention est axée sur le niveau local/sous-national * Concurrence des programmes, mandats ou stratégies des agences * Incapacité de certaines agences à assumer leurs responsabilités * Continuer à intégrer activement tous les partenaires, en particulier le gouvernement et les agences aux mandats concurrents, malgré les contraintes de temps * Contraintes de temps pour les réunions et la coordination des interventions * Insuffisance des ressources, financières comme humaines * Incapacité totale ou partielle d’impliquer les organisations et les membres de la communauté dans la planification et la mise en œuvre * Manque de responsabilisation * Démarche trop axée sur les processus * Faible représentation éventuelle du ministère de l’Éducation |

**2. Le principe de la responsabilité sectorielle du Comité permanent interorganisations (CPI) et la coordination du secteur de l’éducation en situations d’urgence – diaporama**

**15 minutes**

|  |  |
| --- | --- |
|  | Indiquez aux participants que la session suivante porte sur le principe de la responsabilité sectorielle du CPI et présente les objectifs et le rôle du Cluster éducation à l’échelle mondiale et nationale. La principale responsabilité d’un cluster est d’assurer une coordination efficace. D’autres missions seront étudiées dans le diaporama suivant. Demandez aux participants s’ils connaissent le principe de la responsabilité sectorielle. Demandez combien d’entre eux ont été membres d’un Cluster éducation.   1. La diapositive 1 montre que l’intervention humanitaire était supposée être bien organisée avec des responsabilités et une coordination claires. Mais la diapositive 2 présente la réalité sur le terrain. 2. En 2004, les acteurs se sont rendu compte que par rapport aux années précédentes :   *« La réaction internationale aux urgences humanitaires a montré que le système actuel ne permet pas toujours de faire face aux besoins essentiels des populations touchées en temps utile et de manière prévisible. Alors que les réactions varient selon les crises, souvent, les capacités existantes ne suffisent pas à répondre de manière adéquate aux besoins urgents essentiels pendant les crises majeures. »*   1. (Diapositives 3-5) En juillet 2005, le CPI a engagé un vaste processus de réforme visant à améliorer la prévisibilité, la rapidité et l’efficacité des réactions aux crises humanitaires.   Ce processus a débouché sur l’adoption du principe de la responsabilité sectorielle. Il s’agit du principal mécanisme de coordination inter-agences de l’assistance humanitaire impliquant les partenaires clés de l’action humanitaire, qu’ils relèvent ou non des Nations Unies.  Dans un premier temps, l’éducation ne faisait pas partie des secteurs officiellement reconnus dans le cadre de ce principe. Le CPI a cependant créé un Cluster éducation mondial en 2006.  Certains pays touchés par des urgences ont créé un Cluster éducation officiel reconnu par le CPI pour répondre à ces situations, alors que d’autres ont créé d’autres mécanismes de coordination sectorielle suite à des conflits ou des catastrophes. La plupart des pays ont mis en place des mécanismes de coordination sectorielle, même s’ils n’ont été confrontés à aucun conflit ni aucune catastrophe. Il est important de s’appuyer sur ces groupes sectoriels lors de la création d’un Cluster éducation ou de mécanismes de coordination de l’éducation d’urgence.   1. Le programme de réforme de l’action humanitaire du CPI définit quatre stratégies interdépendantes :  * Amélioration de la direction, de la responsabilité et de la prévisibilité des interventions d’urgence dans les secteurs clés ; * Financement adéquat, rapide et souple de l’action humanitaire (CERF) ; * Amélioration de la coordination humanitaire ; * Renforcement de l’efficacité des partenariats entre les acteurs humanitaires relevant des Nations Unies et ceux extérieurs à l’organisation.  1. Il existe plusieurs clusters différents. Chacun possède une agence chef de file au niveau mondial, qui est souvent aussi l’agence chef de file au niveau national (mais pas toujours, car ce facteur dépend de la présence et de la capacité de l’agence). 2. Les **clusters mondiaux** renforcent la préparation et la capacité technique globales à réagir en cas d’urgence. Pour ce faire, des chefs de file mondiaux sont désignés. Leur mission est de garantir des interventions inter-agences prévisibles et efficaces au sein des différents secteurs.   UNICEF et Save the Children ont accepté d’assumer conjointement le rôle de chef de file du Cluster éducation mondial. Le Cluster éducation possède un bureau à Genève chargé d’appuyer les partenariats et la coordination au niveau mondial, tout en apportant un soutien ciblé sur le terrain.   1. Les **clusters** **nationaux** garantissent une capacité d’intervention plus efficace en mobilisant des groupes d’agences avec un chef de file clairement désigné, en accord avec le Coordonnateur de l’action humanitaire et l’équipe de pays et conformément aux dispositions concernant la direction du cluster au niveau mondial.   À l’échelle nationale, une ou plusieurs agences peuvent assumer le rôle de chef de file sectoriel, selon le contexte et leur capacité dans le pays. Dans certains pays, d’autres agences ont parfois fait office de chef de file/co-chef de file du Cluster éducation.  Le Cluster éducation joue un rôle majeur en assurant la coordination avec d’autres secteurs tels que la santé et la protection.  Les termes de référence des chefs de file du Cluster éducation incluent les missions suivantes :   * Identification des partenaires clés * Coordination de la mise en œuvre des programmes * Planification et élaboration de stratégies * Gestion de l’information * Application des normes * Suivi et compte-rendu * Plaidoyer et mobilisation des ressources * Formation et renforcement des capacités des autorités nationales et de la société civile * Rôle de prestataire de dernier recours   Montrez la diapositive présentant des exemples récents d’endroits où le Cluster éducation a été mobilisé.  ***Note à l’animateur*** : *vous pouvez modifier/compléter cette liste.*   1. Le Cluster éducation est également chargé d’**aider** le ministère de l’Éducation à diriger l’intervention d’urgence, de renforcer les partenariats entre toutes les parties prenantes de l’éducation et de favoriser la communication d’informations, la réalisation de programmes conjoints et le partage de l’expertise technique.   Cette mission inclut le renforcement des capacités à l’échelle nationale et locale. Pour ce faire, il convient, dans la mesure du possible, de s’appuyer sur les structures existantes du ministère de l’Éducation et de tenir compte des capacités à long terme en matière de préparation et de réaction aux catastrophes.   1. Renvoyez les participants au **document 4.1** : Objectifs du Cluster éducation conformément à la Note d’orientation du CPI.   Dites également aux participants de se reporter aux ressources complémentaires figurant sur leur CD (protocole d’accord entre l’UNICEF et Save the Children concernant la codirection du Cluster et exemple de termes de référence pour un Cluster éducation). |

**3. Coordination du Cluster/secteur de l’éducation – Jeu de rôles (avec temps de réflexion individuelle et séance plénière)**

**75 minutes**

|  |  |
| --- | --- |
|  | ***Note à l’animateur****: répartissez les participants en groupes de 4/5. Chaque participant doit recevoir l’un des rôles prévus. Plusieurs rôles différents sont disponibles, modifiez le jeu et adaptez le contexte en fonction de votre groupe. Ajoutez des rôles si vous le souhaitez.*  *Si vous disposez de davantage de temps, vous pouvez réaliser l’exercice supplémentaire Jeu de rôles – Réunion du Cluster éducation qui permettra aux participants de simuler une réunion de coordination locale ou nationale. Le temps prévu pour cette session est calculé en partant du principe qu’elle s’intègre dans un atelier d’une journée. Si l’atelier est de plus longue durée, les animateurs sont incités à accorder plus de temps à ce jeu de rôles et aux discussions ultérieures.*  *Si vous souhaitez vous concentrer sur les problèmes de coordination générale dans les situations d’urgence, vous pouvez réaliser l’exercice supplémentaire Examen des mécanismes de coordination existants dans le pays qui ne fait pas directement référence au principe de la responsabilité sectorielle.*  **3.1 Jeu de rôles (45 minutes)**   1. Expliquez aux participants qu’ils vont maintenant participer à un jeu de rôles. Ils ont récemment assisté à une réunion de coordination du Cluster éducation et sont aujourd’hui invités à confier au coordonnateur du Cluster leurs impressions sur le déroulement de la réunion et les progrès réalisés en matière de coordination (en particulier au niveau du Cluster).   Pendant que les participants découvrent leurs rôles, assurez-vous que les groupes sont correctement formés, qu’ils se sont installés à l’emplacement de la réunion et que le président de séance a reçu les instructions correspondantes.   1. Distribuez les rôles et le rapport de situation, puis accordez aux participants une dizaine de minutes pour les lire.   Ils ne doivent pas en discuter entre eux mais sont libres d’adapter ou de compléter leur rôle à leur convenance. Indiquez aux présidents de séance que leur mission est de fixer les objectifs de la réunion à son ouverture. Rappelez-leur toutefois que les autres participants peuvent avoir leurs propres objectifs. (Les présidents peuvent les inviter à exprimer leurs attentes.)   1. La réunion doit durer **25 minutes**. L’animateur doit avertir les présidents lorsqu’il ne reste plus que cinq minutes et s’assurer que les réunions se terminent rapidement, même si des débats sont en cours.   À la fin des réunions, l’animateur demande aux participants d’effectuer l’exercice individuel (**10 minutes**). Les enseignements tirés du jeu de rôles sont ensuite débattus en séance plénière.  **3.2 Réflexion individuelle et examen des normes minimales de l’INEE (10 minutes)**   1. Demandez aux participants de consulter les chapitres du manuel de l’INEE traitant de la coordination et de la participation, puis invitez-les à réfléchir à la manière dont l’application des normes peut favoriser la coordination et la participation.   Ils doivent noter dans leur guide quelles normes ont été satisfaites lors de la réunion de coordination et lesquelles ne l’ont pas été.  **3.3 Séance plénière – Enseignements tirés d’expériences de coordination et de l’application des normes minimales de l’INEE (15 minutes)**   1. Réunissez tous les participants en séance plénière et posez les questions suivantes :  * *Quels sont les aspects fondamentaux de la coordination du Cluster/secteur de l’éducation ?* * *Dans quelle mesure les normes minimales de l’INEE contribuent-elles à cette coordination ? Demandez des exemples concrets issus de l’expérience des participants ou du jeu de rôles.* * *Que se produit-il si l’on attend qu’une situation d’urgence survienne pour prendre des mesures de coordination ?* * *Que se produit-il si l’on n’associe pas les groupes de coordination d’urgence aux groupes sectoriels existants dans le domaine de l’éducation ?* * *Quelles sont les principales mesures de coordination à prendre avant le déclenchement d’une urgence ?* * *Pour ceux qui disposent déjà de clusters/mécanismes de coordination, quels sont les points faibles des dispositifs actuels ?*  1. Dites aux participants de se reporter aux ressources complémentaires figurant sur leur CD (Directives du CPI pour organiser des réunions de coordination sectorielles plus efficaces). |

**Document 4.1 : Objectifs du Cluster éducation**

**conformément à la note d’orientation du CPI et aux termes de référence pour les chefs de file sectoriels**

1. Susciter une meilleure compréhension du rôle central de l’éducation dans la phase initiale de l’intervention humanitaire pour toutes les nouvelles crises majeures, dans les phases d’intervention ultérieures et dans le processus de relèvement précoce*.*
2. Promouvoir et améliorer les normes de bonnes pratiques reconnues à l’échelle internationale en matière d’interventions éducatives dans les situations d’urgence et de relèvement précoce (notamment la prise en compte des questions transversales prioritaires pour le secteur de l’éducation), coordonner et diffuser les enseignements tirés au sein des interventions d’urgence et entre elles.
3. Coordonner les agences humanitaires participantes afin qu’elles apportent une réponse globale, efficace et rapide aux besoins éducatifs des enfants et des jeunes dans les situations de crise majeure, en collaboration avec les autorités nationales et locales compétentes.
4. Renforcer la capacité d’intervention grâce à un groupe mondial de spécialistes possédant des compétences et de l’expérience dans le domaine du rétablissement des services éducatifs dans les situations d’urgence.
5. Renforcer les moyens d’intervention par la mise à disposition mondiale de fournitures essentielles pour appuyer les interventions éducatives rapides dans les situations d’urgence.
6. Améliorer la capacité des agences partenaires à aider les pays à reconstruire de meilleurs systèmes éducatifs après une crise dans le cadre du passage de l’intervention humanitaire à la reconstruction et au développement.
7. Renforcer la formation des gouvernements hôtes à la réduction des risques de catastrophe et à la planification de la préparation aux urgences.
8. Maximiser les possibilités de financement des actions éducatives d’urgence, notamment par la coordination et le recueil des propositions émanant de toutes les agences compétentes dans le cadre des processus d’Appels éclairs et d’Appels de fonds consolidés (CAP) des Nations Unies.

**Termes de référence de l’UNICEF/Save the Children en tant que chefs de file sectoriels**

Dans les endroits où un Cluster éducation a été mis en place, les principales responsabilités de l’UNICEF et de Save the Children en tant que co-chefs de file sont les suivantes :

* Identification des partenaires clés
* Coordination de la mise en œuvre des programmes
* Planification et élaboration de stratégies
* Application des normes
* Suivi et compte-rendu
* Plaidoyer et mobilisation des ressources
* Formation et renforcement des capacités des autorités nationales et de la société civile
* Rôle de prestataire de dernier recours

**SCÉNARIO : Urgence au Carostan**

**Des inondations et des glissements de terrain font 1 500 morts**

**La situation**

Le Carostan est un pays sans littoral d’environ 17 millions d’habitants. Son indice de développement humain est relativement élevé, même s’il reste bien inférieur à celui d’un pays de niveau intermédiaire. Fin 2006, son taux de scolarisation à l’école primaire était d’environ 80 % et le pays était en bonne voie d’atteindre la parité homme/femme dans l’éducation (malgré quelques problèmes dans certaines zones rurales et dans le secondaire). Néanmoins, le Carostan a récemment été touché par plusieurs événements néfastes et lutte pour contenir la hausse de son taux d’infection à VIH (aujourd’hui estimé à environ 13 %).

Une guerre civile a éclaté en 2004 en Arcazia, son voisin oriental. Si les combats n’ont pas traversé la frontière, le conflit a considérablement affecté l’économie du Carostan car il a entraîné le blocage des grandes routes commerciales. Ces dernières années, la crise financière mondiale a encore accentué les difficultés économiques et le gouvernement s’est avéré dans l’incapacité de trouver les fonds nécessaires pour préserver les infrastructures et les salaires du secteur public.

Il y a un peu plus de trois semaines, la province de Jabuma, au nord du Carostan, a subi des précipitations d’une intensité exceptionnelle qui ont provoqué des inondations et des glissements de terrain de grande ampleur (la région est très vallonnée par endroits). Le district le plus touché est celui d’Agoma, avec un demi-million de personnes déplacées. Le district de Benoni, de plus petite taille, compte également environ deux cent mille personnes déplacées. Tous les services essentiels, y compris les services éducatifs, ont été perturbés dans certains secteurs des deux districts, et l’on s’attend au déplacement d’enseignants et d’enfants. Les liaisons téléphoniques ont été perturbées mais certains services mobiles restent disponibles.

Plusieurs organisations internationales (UNICEF, Save the Children, la Croix-Rouge internationale et d’autres ONG) ont fourni des tentes, des installations d’eau, d’assainissement et d’hygiène et de la nourriture. Dans les camps qui ont été construits, des espaces amis des enfants ont été aménagés et des tentes scolaires ont été installées. À l’heure actuelle, l’UNICEF a prévu de fournir environ 30 000 kits de matériel éducatif et 65 « écoles en boîte » dans le district d’Agoma, tandis que Save the Children a pris en charge des missions de coordination dans le district de Benoni et devrait distribuer environ 15 000 kits de matériel éducatif et 30 « écoles en boîte ».

**Réunion du Cluster éducation**

Depuis la deuxième semaine de la crise, l’UNICEF préside des réunions du Cluster éducation organisées régulièrement à Maomadi, la capitale du pays, avec le ministère de l’Éducation (ces deux entités étant coprésidentes du Cluster éducation). Lors de la dernière réunion, les éléments suivants ont été abordés :

* La majorité des kits de matériel éducatif et des « écoles en boîte » sont arrivés dans le pays. Ils sont stockés dans des entrepôts à Maomadi. L’UNICEF attend encore de connaître le nombre et l’emplacement exacts des écoles pour les personnes déplacées avant de procéder à la distribution.
* L’UNICEF indique avoir réussi à convaincre de l’intérêt de renforcer les financements en faveur de l’éducation au cours d’une récente réunion de donateurs. Si des kits de matériel éducatif supplémentaires s’avèrent nécessaires, l’organisation espère ainsi pouvoir répondre aux besoins.
* Au début de la semaine prochaine, une équipe d’évaluation composée des représentants de l’UNICEF et du ministère de l’Éducation se rendra à Agoma pour faire le point sur la situation sur le terrain.
* Le ministère de l’Éducation pense que suffisamment d’enseignants qualifiés sont disponibles pour assurer les cours dans les écoles pour les personnes déplacées et qu’il n’est donc pas utile d’embaucher du personnel non formé ou paraprofessionnel.
* Le ministère de l’Éducation souhaite remercier l’UNICEF de son intervention rapide face à la crise, ainsi que les différentes ONG qui travaillent dans les districts touchés pour leurs efforts soutenus.
* Save the Children a signalé que certaines tentes scolaires installées dans les camps de personnes déplacées sont dépourvues de toilettes et que cette question doit être portée à l’attention des responsables du camp et du Cluster WASH.

**Réunion de retour d’information sur la coordination de l’éducation**

Le coordonnateur du Cluster éducation et le ministère de l’Éducation (coprésident) ont demandé à un petit groupe de personnes ayant assisté à la précédente réunion du Cluster éducation de revenir le lendemain pour évaluer l’avancement du processus de coordination.

# UNICEF, chef de file du Cluster éducation

* Des camps sont en cours de construction pour accueillir les centaines de milliers de personnes déplacées et il est urgent d’aménager des espaces d’apprentissage sûrs et adaptés aux enfants pour un usage immédiat. Ces lieux doivent être axés sur la protection et l’apprentissage des compétences pratiques.
* Votre agence a été désignée comme le principal acteur pour le secteur de l’éducation dans la situation d’urgence actuelle. Bien qu’étant membre du personnel de l’UNICEF, les urgences ne constituent qu’un aspect de vos responsabilités professionnelles. Vous prenez votre rôle au sérieux mais vous êtes submergé(e) et avez demandé un soutien supplémentaire au bureau régional.
* Vous savez que l’UNICEF est en train de mettre sur pied un projet d’urgence de 15 millions de dollars incluant des installations d’éducation et des kits de matériel. Le dispositif éducatif sera axé sur la protection des élèves et les avantages psychosociaux. Ce projet a été intégré dans l’Appel éclair.
* Vous encouragez toutes les organisations qui le peuvent à devenir membres du Cluster et vous utilisez les normes minimales de l’INEE comme cadre commun pour le partenariat et la collaboration inter-agences.
* Vous êtes convaincu(e) des avantages de la planification, de la hiérarchisation et de la recherche de consensus. Vous prendrez le temps nécessaire pour garantir que le plan élaboré par ce groupe est fondé sur les besoins. Vous considérez souvent que les normes minimales de l’INEE sont l’expression du consensus du secteur de l’éducation sur les bonnes pratiques essentielles en matière de coordination.
* Bien qu’étant président de ce cluster inter-agences, vous devez vous assurer que le ministère de l’Éducation est le chef de file effectif de cette mission, qu’il se considère et est considéré comme tel.
* Vous avez l’impression que le ministère de l’Éducation a du mal à obtenir des informations sur le terrain, ce qui n’est pas étonnant au vu de la gravité de la crise et du manque de ressources disponibles dans les districts touchés. Vous avez donc organisé cette évaluation conjointe afin que le ministère puisse recueillir des informations concrètes et avoir accès aux problèmes sur le terrain.
* Vous avez conscience des différences qui peuvent exister entre vous, le ministère de l’Éducation et certaines ONG, mais vous êtes tous d’accord sur le fait que la priorité est de reconstituer un environnement d’apprentissage structuré pour les enfants dans les meilleurs délais.
* Vous avez décidé d’organiser une petite réunion de retour d’information pour recueillir des idées permettant d’améliorer la coordination, notamment de recueillir des informations précises auprès des districts, et pour examiner les lacunes en termes de capacités. Votre objectif est d’obtenir des suggestions concrètes sur les moyens à mettre en œuvre.

# Save the Children

* Votre organisation est co-chef de file de ce Cluster et vous êtes convaincu(e) de l’intérêt de ce partenariat. Dans cette situation d’urgence, un membre du personnel de l’UNICEF joue le rôle de coordonnateur du Cluster pour le compte du Cluster. Vous respectez cette personne et avez le sentiment qu’elle fait du bon travail. Vous souhaitez la soutenir dans ses efforts visant à renforcer la coordination inter-agences au sein du Cluster éducation et, si nécessaire, jouer un rôle moteur.
* Vous avez de l’expérience dans les domaines de l’éducation et de la protection. Vous êtes préoccupé par le fait que les problèmes spécifiques des femmes et des filles soient négligés. En raison des traditions et des normes culturelles, beaucoup de filles n’ont pas accès à l’éducation formelle, en particulier dans les zones rurales. Cependant, vous pensez que cette intervention humanitaire peut fournir l’occasion de promouvoir l’intégration des filles dans les activités éducatives et de garantir ainsi que toutes les filles et tous les garçons aient accès à l’école.
* Les femmes et les filles non accompagnées sont davantage exposées à la violence sexuelle, surtout dans les camps. Save the Children est en train de négocier un financement supplémentaire de 2 millions de dollars auprès d’USAID afin de mobiliser et de déployer des équipes de protection chargées d’identifier et d’aider les enfants non accompagnés dans les villages reculés. Save the Children est également en train d’élaborer un projet de 2 millions de dollars visant à former les forces de sécurité et les fonctionnaires qui travaillent dans les camps et les sensibiliser aux besoins spécifiques des femmes et des filles. L’un des volets de ce projet prévoit aussi de former le personnel du ministère de l’Éducation aux droits des filles en matière d’éducation.
* Vous êtes un peu déçu(e) qu’il n’y ait jamais de temps pour discuter des problèmes de protection dans les réunions du Cluster. Vous pensez que vous pourriez vous charger de cet aspect, peut-être en qualité de président(e) d’un sous-comité, mais votre collègue de l’UNICEF n’est jamais disponible pour s’entretenir de ce sujet avec vous. Vous comptez aborder cette question au cours de la réunion de retour d’information.

# UNESCO

* Vous avez un mandat d’engagement auprès du ministère de l’Éducation, avec qui vous entretenez une relation particulièrement solide. Vous vous trouvez donc en bonne position pour expliquer au gouvernement dans quelle mesure les bonnes pratiques énoncées dans les normes minimales de l’INEE peuvent aider à organiser une intervention inter-agences de qualité et renforcer les propres normes du gouvernement (à titre complémentaire uniquement, sans les remplacer).
* S’il est important de construire des structures d’enseignement et de fournir des manuels scolaires et du matériel pédagogique, vous pensez qu’il faut envisager l’intervention sous un angle plus global. Votre objectif est de garantir la reprise d’un enseignement de qualité partout en proposant une formation complémentaire aux enseignants et aux chefs d’établissement. Vous souhaitez également revoir le programme scolaire, si nécessaire, afin de répondre aux besoins de tous les enfants et adolescents.
* Votre agence est spécialisée dans la reconstruction à long terme et les activités de développement. Vous militez donc pour que les initiatives d’aide précoce intègrent des interventions éducatives en lien avec la reconstruction durable et le développement. Vous avez la conviction qu’il faut aborder dès maintenant des questions à plus long terme telles que la formation d’enseignants de qualité et tenir compte de ces aspects dans les plans d’intervention immédiats. Vous pensez que vous pouvez vous appuyer sur les normes minimales de l’INEE pour défendre la nécessité d’intégrer les besoins de reconstruction précoce dans la réaction immédiate.
* Vous êtes déçu(e) de ne pas avoir eu le temps de discuter du relèvement précoce au cours de la dernière réunion et estimez que les participants se sont trop attardés sur le nombre d’enfants, les kits de matériel éducatif et les emplacements.
* Vous vous inquiétez également du fait que le nombre d’enseignants disponibles soit insuffisant, contrairement à ce que pensent les représentants du ministère de l’Éducation, et vous êtes d’avis qu’il faut renforcer le recrutement et le perfectionnement du personnel pédagogique. Ces éléments pourraient faire partie d’un programme à plus long terme. Vous avez le sentiment que le Cluster devrait axer ses efforts sur le financement de ce type d’initiative, au lieu d’essayer à tout prix d’obtenir « plus de kits ».
* Il vous semble que la petite réunion de retour d’information à laquelle vous avez été convié(e) vous permettra de faire avancer ces questions.

**Agent de liaison avec le gouvernement, ministère de l’Éducation**

* Le gouvernement a créé une Commission fédérale de secours pour coordonner l’ensemble des initiatives d’aide et mettre en œuvre les politiques. Votre mission est de veiller à ce que le gouvernement mène l’intervention éducative.
* Le système de clusters des Nations Unies, tel que vous le percevez, vous offrira la possibilité de diriger tous les acteurs dans le cadre d’une intervention éducative coordonnée. C’est une bonne chose car beaucoup d’agences sont mobilisées, ce qui nécessite une grande coordination. Vous pouvez assumer ce rôle de chef de file.
* Vous savez que selon le principe de la responsabilité sectorielle, des agences chef de file sont désignées dans les différents domaines d’assistance. Ces agences sont chargées de coordonner les autres entités intervenant dans leur domaine. Vous savez que l’UNICEF et Save the Children sont co-chefs de file du Cluster éducation, mais vous n’en connaissez pas les conséquences pratiques. Vous êtes fermement convaincu(e) que vous devriez être le chef de file de tout « cluster » ou groupe de travail sur l’éducation dans votre pays.
* Le représentant de l’UNICEF et d’autres personnes auraient évoqué des normes internationales qu’ils souhaitent utiliser comme cadre de coordination, mais vous ne savez pas de quoi il s’agit. Quoi qu’il en soit, votre pays n’a pas besoin de normes internationales : il a besoin de normes adaptées à sa situation.
* Beaucoup d’agences parlent de construire des espaces d’apprentissage provisoires plus solides que des tentes dans les camps de personnes déplacées, mais vous pensez que ce n’est pas une priorité car il s’agit d’une mesure à très court terme. Votre gouvernement ne souhaite pas encourager les personnes à rester dans les camps.
* Les chiffres montrent qu’il y avait assez d’enseignants dans les communautés avant le déplacement. Par conséquent, leur nombre devrait encore être suffisant si l’on parvient à les identifier et à les inciter à se remettre au travail. Ce serait une erreur de former de nouveaux enseignants en masse, qui s’attendraient à avoir du travail à la fin de la crise. En l’état actuel des choses, le gouvernement n’a pas assez d’argent pour assumer tous leurs salaires.
* Vous vous étonnez de la participation à la réunion du Cluster. Vous êtes heureux(se) que tant d’organisations soutiennent l’initiative d’aide, mais craignez que toutes ne suivent pas les procédures.
* Vous êtes satisfait(e) que l’UNICEF ait accepté de financer une équipe d’évaluation chargée d’inspecter les zones touchées car vos représentants dans les districts et vous-même avez eu des difficultés à vous rendre sur place et recueillir des informations précises. Vos véhicules sont criblés de problèmes techniques et vous avez du mal à obtenir des crédits pour le carburant.

**ONG nationale : Education for Children à Agoma**

* Votre organisation travaille depuis de nombreuses années avec les communautés vivant dans les régions montagneuses reculées afin de garantir l’accès des enfants à l’éducation non formelle. L’une de vos priorités est de leur donner les moyens de participer plus activement à la société civile, en particulier à la promotion de la paix.
* Dans la situation actuelle, les femmes peuvent jouer un rôle essentiel pour stabiliser la situation et garantir que les besoins de leurs familles et de leurs communautés soient satisfaits. Elles peuvent également saisir cette occasion pour se faire entendre sur la scène politique.
* Vous pensez que l’intervention humanitaire doit être participative et s’appuyer sur les capacités locales et les mesures déjà mises en place par les communautés pour l’éducation de leurs enfants. Les individus, en particulier les enfants, possèdent d’incroyables capacités d’adaptation qu’il faut encourager en rétablissant des conditions de vie normales grâce à l’apprentissage et à l’école.
* Vous êtes déçu(e) de la réunion du Cluster éducation et du fait que la priorité soit accordée à la distribution de matériel et à l’éducation formelle. Tout le monde a semblé partir du principe qu’il s’agissait du seul moyen de réagir à cet état d’urgence. Vous auriez préféré réserver certains fonds à la formation professionnelle et à l’apprentissage des compétences pratiques.
* Votre organisation envisage de réaliser un projet dans ce domaine et recherche un financement de 100 000 dollars en vue de former des jeunes et des femmes à l’organisation d’activités d’apprentissage pour les jeunes enfants et de leur permettre d’assumer le rôle d’enseignants/animateurs pour les enfants de leur communauté. La réunion de retour d’information vous permettra peut-être d’exprimer vos réserves quant à la priorité accordée aux kits de matériel éducatif et à l’éducation primaire, ainsi que de vous renseigner sur les possibilités de financement.

**ONG internationale 1**

* Vous ne comprenez pas le système de clusters, ni la raison pour laquelle Save the Children est co-chef de file avec une agence des Nations Unies. Après tout, vous êtes une ONG aussi et ne voyez pas pourquoi ces entités bénéficient d’une situation privilégiée. Vous craignez qu’elles ne monopolisent tous les financements accordés aux ONG.
* Vous êtes spécialisé(e) dans la construction d’écoles et l’élaboration de programmes scolaires.
* Vous avez une idée très précise de vos priorités immédiates et comptez suivre cette ligne. Le Cluster sert uniquement à partager des informations. Vous n’avez pas assisté aux premières réunions car vous étiez occupé à superviser votre évaluation et votre première phase d’intervention sur le terrain. Vous avez entendu parler d’un Appel éclair pour récolter des fonds mais ne savez pas vraiment de quoi il s’agit ni si vous pouvez bénéficier de ces fonds.
* Vous êtes tout à fait disposé(e) à discuter des tentes et des kits de matériel pédagogique, mais souhaiteriez initier le débat sur les stratégies de relèvement des infrastructures scolaires. Vous avez vécu d’autres inondations et pensez que la majorité des personnes commenceront à réintégrer leur domicile dans les 3 mois.
* Vous entretenez de bonnes relations avec le bureau d’éducation de votre district et parvenez habituellement à coopérer avec eux pour faire avancer des projets. Vous avez un peu peur que le ministère de l’Éducation gère la situation de manière trop centralisée car vous avez pu constater par le passé que dans ce cas, les demandes d’autorisation mettent bien trop longtemps à aboutir.
* La réunion de retour d’information vous permettra peut-être d’expliquer l’intérêt de conserver une coordination locale et de demander que les besoins à long terme soient hiérarchisés (afin de savoir d’où proviendront les fonds pour le relèvement des écoles).

# Agent de coordination provincial de Save the Children pour la protection en situation d’urgence (Benoni)

* Vous êtes normalement basé(e) à Jabuma et Save the Children vous a envoyé(e) à Benoni pour gérer l’intervention de protection et d’éducation d’urgence. Vous êtes arrivé(e) 3 heures après l’inondation. Save the Children a passé un contrat avec une ONG locale (Children First) pour fournir des services éducatifs de qualité et adaptés aux enfants à Benoni et c’est vous qui avez mis en place l’opération d’éducation d’urgence dans ce district.
* Save the Children a stocké 100 ensembles de matériels à Jabuma, destinés aux espaces amis des enfants utilisés pour le programme normal.
* Save the Children dispose de documents psychosociaux traduits et peut former des animateurs à Jabuma. Vous avez déjà travaillé avec Children First pour former des animateurs psychosociaux.
* Le bureau de pays dispose de 50 000 dollars US qu’il peut dépenser immédiatement. Vous vous interrogez sur les priorités et avez besoin d’informations de la part du Cluster éducation national afin de ne pas utiliser ces fonds pour des activités déjà organisées.
* Quelques problèmes de protection inquiétants sont déjà survenus dans des écoles rurales, les filles étant particulièrement exposées au risque d’exploitation et d’abus par les enseignants. Vous craignez que la situation empire dans le contexte des camps. Si de nouveaux enseignants sont formés, vous pensez qu’il faut prendre des mesures pour veiller à ce qu’ils comprennent parfaitement les problèmes liés à la protection et pour surveiller étroitement leur comportement. Vous êtes surpris(e) que cette question n’ait pas été débattue lors de la réunion nationale du Cluster éducation.

# Représentant(e) d’une ONG nationale à Benoni – Children First

* Votre agence travaille en partenariat avec Save the Children à Benoni depuis 3 ans dans le cadre d’un programme de formation des enseignants axé sur les méthodes adaptées aux enfants. Vous supervisez quatre personnels de terrain qui travaillent à Benoni.
* De plus, pendant la dernière urgence, vous avez suivi une formation organisée par Save the Children et êtes devenu(e) formateur(trice) qualifié(e). Vous avez formé 14 animateurs psychosociaux à Benoni. Vous pensez que si vous parvenez à les contacter et s’ils n’ont pas été déplacés, la plupart d’entre eux pourraient être envoyés à Benoni en fonction des besoins.
* Vous pensez que votre organisation peut recruter des enseignants/animateurs bénévoles dans les deux districts touchés et espériez obtenir des informations sur leur nombre et les autres modalités lors de cette réunion centrale du Cluster éducation. Malheureusement, vous avez été déçu(e) d’apprendre que le ministère de l’Éducation ne dispose pas d’informations fiables concernant la situation sur le terrain. La pénurie d’enseignants constatée avant la situation d’urgence ne s’est pas améliorée.
* Vous travaillez également sur un autre projet relatif au développement de l’éducation non formelle. Votre organisation dispose de supports d’apprentissage accéléré destinés à l’éducation non formelle et était sur le point de lancer un programme de formation de formateurs pour l’éduation non formelleinformels. La situation d’urgence a interrompu le projet car un grand nombre de communautés impliquées ont été déplacées. Vous vous demandez s’il serait aujourd’hui possible de déployer le programme dans certains camps.
* Cette réunion de retour d’information vous permettra peut-être d’expliquer qu’il y a une pénurie d’enseignants et de voir si les participants seraient favorables à la mise en place du programme d’éducation non formelle informelle auprès des communautés déplacées.

# Responsable d’éducation de province de Jabuma

* Vous avez participé à une précédente urgence dans la province il y a 6 ans, au cours de laquelle des glissements de terrain avaient détruit des écoles à Benoni. Les écoles avaient été fermées jusqu’à ce qu’elles puissent être réparées et aucune intervention organisée en faveur de l’éducation n’avait eu lieu. Le bureau d’éducation de province compte deux techniciens qui ont réalisé la précédente évaluation des dommages subis par les écoles et ont supervisé les efforts de relèvement.
* L’année dernière, vous avez participé à un atelier sur la réduction des risques de catastrophes parrainé par Save the Children et vous êtes très attaché(e) à l’éducation en situations d’urgence, aussi bien au niveau de la préparation que de l’intervention.
* Vous avez encouragé le développement d’un réseau solide de conseils d’écoles à Agoma (les problèmes ont cependant été plus nombreux dans le district plus reculé de Benoni). Vous êtes certain(e) qu’il sera possible de mobiliser ces conseils afin de recruter des enseignants et des animateurs bénévoles pour les services éducatifs d’urgence. Dans les endroits qui ne disposent pas de conseils d’école, des enseignants et des responsables communautaires pourraient fournir une aide dans divers domaines dont l’évaluation, le recrutement de bénévoles et la formation des enseignants.
* À Benoni, le poste d’agent d’éducation du district est vacant depuis 4 mois et bien qu’il soit occupé par un agent intérimaire, il y a une certaine faiblesse au niveau de la direction. Le ministère de l’Éducation a du mal à trouver du personnel pour ces zones montagneuses reculées.
* Le bureau de province de Jabuma n’a pas été endommagé et pourrait être utilisé comme centre de gestion des informations.
* Le bureau de province n’a pas de manuels scolaires à distribuer. La situation dans les bureaux des districts est inconnue.
* Vous avez assisté à la réunion du Cluster éducation à la demande du ministère de l’Éducation basé à Maomadi. Encouragé(e) par ce que vous avez entendu, vous souhaitez envoyer les kits de matériel éducatif aux personnes vivant dans les camps le plus rapidement possible. Même si les examens sont encore loin, les enfants qui ne peuvent pas se rendre à l’école actuellement auront des difficultés.
* Lors de la réunion de retour d’information, vous souhaitez faire pression pour que les kits soient distribués immédiatement et pour que les écoles des camps soient sur pied dans les meilleurs délais.

**Autres rôles – à utiliser à votre convenance en fonction des participants/du contexte**

Utilisez **ONG internationale 2** à la place d’**ONG internationale 1**.

# ONG internationale 2

* Votre organisation a déjà envoyé des experts et du personnel éducatif dans les régions touchées.
* Vous êtes également d’avis qu’il faut mettre en place immédiatement des espaces d’apprentissage sûrs et vous possédez une solide expérience en matière d’implication des adolescents et des jeunes dans ce travail. Très souvent, les activités d’apprentissage et d’éducation sont uniquement organisées pour les jeunes enfants. Les adolescents et les jeunes sont alors livrés à eux-mêmes et exposés à divers problèmes de protection (violence sexuelle, travail, exploitation, violence, etc.). Vous ne souhaitez pas que cette situation fréquemment observée se reproduise.
* Vous pensez également qu’il n’y a pas assez d’enseignants et que certains ont immédiatement besoin d’une formation complète et approfondie, notamment dans la perspective de reconstruire le système scolaire. Vous avez le sentiment que le Cluster doit s’occuper de cette question sans partir du principe que le ministère de l’Éducation a raison lorsqu’il affirme que la situation est sous contrôle.
* Vos collègues participent également activement aux Clusters abris d’urgence et CCCM (coordination et gestion des camps), mais vous ne savez pas s’ils prônent l’importance d’installer les sites d’apprentissage dans des zones centrales et sûres à l’intérieur des camps. Vous souhaitez que le Cluster éducation adopte une position ferme et transmette clairement ce message au Cluster abris d’urgence.
* Vous pensez que la réunion de retour d’information pour permettra de faire entendre ces points car le Cluster éducation est trop vaste et dominé par le ministère de l’Éducation et l’UNICEF.

Utilisez le rôle d’**Agent d’éducation intérimaire du district** à la place de celui de **Responsable d’éducation de province**. Remarque : la réunion ne doit pas regrouper des représentants des 3 niveaux administratifs du ministère de l’Éducation car cette situation se produit rarement dans la réalité !

# Agent d’éducation intérimaire du district de Benoni

* Vous travaillez en tant qu’agent d’éducation intérimaire du district de Benoni depuis 4 mois et vous souhaiteriez retrouver votre poste habituel. Cependant, vous savez que le ministère de l’Éducation ne considère pas Benoni comme une priorité et en raison de son isolement, cette zone connaît une forte rotation de personnel.
* Il y a six mois, vous avez participé à un atelier d’une demi-journée sur l’éducation en situations d’urgence à Maomadi. Vous aimeriez obtenir l’aide de Save the Children car ses agents travaillent en relations étroites avec vous à Benoni. Vous étiez invité(e) à participer à la dernière réunion du comité de secours aux sinistrés du district de Benoni mais vous n’avez pas pu vous y rendre. Au cours de la dernière inondation, les écoles ont fermé pendant plus d’un mois parce qu’elles étaient occupées par des personnes déplacées, mais aussi parce que rien n’avait été envisagé pour l’éducation en situations d’urgence.
* Vous pensez que vous avez de la chance de ne pas avoir perdu votre maison pendant les inondations et que votre famille soit en sécurité.
* Vous regrettez qu’il n’y ait pas de stocks de manuels à distribuer aux écoles et aux enfants touchés. En effet, le système d’impression et de distribution des manuels est centralisé et n’est même pas en mesure de satisfaire les besoins éducatifs en dehors des urgences.
* Il y a également quelques supports d’apprentissage accéléré dans le bureau d’éducation de province de Jabuma qui pourraient être utiles pour cette urgence.
* Vous avez participé à l’évaluation des dommages d’une école et vous souhaiteriez faire appel aux deux techniciens du bureau d’éducation de province de Jabuma qui ont réalisé la précédente évaluation des dommages et ont supervisé les efforts de relèvement.
* Vous ne disposez pas d’un système informatisé pour obtenir des informations sur l’éducation. Toutes les données sur la scolarisation continuent à être recueillies à la main, selon les véhicules et le carburant disponibles. Quelques personnes peuvent recueillir des données pour le secteur de l’éducation. Benoni dispose de trois personnes ressources qui contrôlent régulièrement la fréquentation et vous aimeriez qu’elles participent à l’équipe d’évaluation qui va recueillir des données. Ces personnes sont équipées de téléphones portables et ont accès à une moto en état de marche qu’elles utilisent à tour de rôle pour contrôler la fréquentation scolaire.
* Il y a déjà une pénurie d’enseignants et vous craignez de ne pas pouvoir trouver de personnel pour relancer les activités éducatives. Vous ne savez pas comment les mobiliser ou les inciter à travailler pendant la situation d’urgence.
* Le directeur de l’éducation de la province vous a demandé d’assister à la réunion du Cluster éducation à Maomadi, mais vous n’avez pas pu soulever les points que vous souhaitiez car des responsables de rang supérieur ont monopolisé la parole. Peut-être pourrez-vous obtenir des réponses lors de cette réunion de retour d’information pour laquelle on vous a demandé de rester.

**Exercices supplémentaires**

**Exercice - Examen des mécanismes de coordination existants dans le pays**

**30 minutes**

|  |  |
| --- | --- |
|  | ***Note aux animateurs****: cet exercice est destiné à des participants travaillant par groupes nationaux (vous pouvez toutefois le modifier pour l’adapter à d’autres zones géographiques ou domaines techniques). En tant que tel, il convient particulièrement au personnel du ministère de l’Éducation*.   1. Demandez aux participants de travailler par groupes nationaux afin d’identifier les stratégies favorisant une coordination efficace qui pourraient être utiles dans une situation d’urgence.  * Accordez 15 minutes aux groupes pour ce travail. * Organisez ensuite 15 minutes de compte-rendu et de discussion en séance plénière.   Demandez aux participants de réfléchir aux mécanismes de coordination qui existent dans leurs pays, par exemple :   * Groupe de donateurs pour l’éducation * Groupe de travail dans le secteur de l’éducation * Groupe de travail sous-sectoriel (p. ex. sur les associations parents-enseignants, le programme d’apprentissage accéléré au Libéria, l’élaboration de programmes scolaires)   Expliquez aux participants que cet exercice s’effectue par groupes nationaux et qu’ils doivent être prêts à présenter les faits dans le contexte de leur pays. Les groupes doivent fournir des réponses aussi précises que possible. (Par exemple, ils peuvent faire référence à des situations spécifiques où un organe de coordination de l’éducation a joué un rôle dans la préparation aux situations d’urgence ou lors d’une intervention.) Chaque groupe doit être prêt à présenter ses réponses.  **Mécanismes actuels**   * Quel est le rôle des organes de coordination existants pendant ou après une situation d’urgence ? * Ces organes s’occupent-ils de la coordination des interventions d’urgence ?   **Difficultés et stratégies**   * Identifiez les principales difficultés liées à la coordination de l’éducation pendant ou après une catastrophe/situation d’urgence. * Dressez la liste des stratégies et des moyens qui ont permis de lever ces obstacles. * Que faudrait-il pour que les organes de coordination existants soient efficaces pendant une situation d’urgence ? Sinon, serait-il nécessaire de créer de nouveaux mécanismes de coordination ?  1. Au bout de 15 minutes, demandez à chaque pays d’effectuer une brève présentation. Appuyez-vous sur les aspects soulevés pendant la discussion pour montrer les bénéfices d’une bonne coordination et rappelez aux participants qu’ils utiliseront ces idées à la fin de l’atelier pour élaborer des plans d’action.   Demandez aux participants de ne pas reprendre les points déjà mentionnés par d’autres groupes. |

**Exercice - Plan d’action pour améliorer les mécanismes de coordination**

**30 minutes**

|  |  |
| --- | --- |
|  | ***Note à l’animateur****: cet exercice peut être réalisé avec des participants multinationaux regroupés par pays, avec des participants issus d’un même pays ou avec des participants représentant des provinces ou des districts différents, regroupés par entité.*   1. Expliquez aux participants qu’ils vont identifier les mesures que le Cluster/secteur de l’éducation pourrait prendre pour créer et mettre en œuvre un mécanisme de coordination. 2. Répartissez les participants en équipes représentant les pays, districts ou provinces. En vous appuyant sur le **document 4.2** : Liste de contrôle des mesures de coordination pour le Cluster/secteur de l’éducation, demandez aux groupes de dresser la liste des mesures qu’ils prendraient dans les 4 catégories **Structure, Coordination, Financement** et **Préparation** afin de coordonner le Cluster/secteur de l’éducation à l’échelle du pays, de la province ou du district.  * Document : Liste de contrôle des mesures de coordination pour le Cluster/secteur de l’éducation * Expériences nationales personnelles dans le domaine de la coordination * Normes minimales de l’INEE * Aspects techniques de l’éducation en situations d’urgence issus de la session 3 * Résultats de votre discussion sur les bénéfices et les difficultés de la coordination   Si les participants disposent déjà d’un mécanisme de coordination, ils peuvent noter la situation de leur structure dans chaque catégorie.   1. Les groupes doivent **consigner** **chaque mesure sur une carte VIPP**. Accordez-leur 10 minutes pour ce travail. 2. Rappelez aux groupes de tenir compte de la norme minimale de l’INEE applicable. 3. Demandez à chaque groupe de présenter 2 à 3 mesures et d’accrocher les cartes VIPP sous une affiche portant l’intitulé « Mécanisme de coordination du Cluster/secteur de l’éducation ». Les groupes doivent présenter de nouvelles mesures en évitant de reprendre celles déjà affichées. 4. Demandez aux participants :  * *Quelles sont les principales activités liées à la coordination du Cluster/secteur de l’éducation ?* * *Dans quelle mesure les normes minimales de l’INEE contribuent-elles à cette coordination ?* * *Que se produit-il si l’on attend qu’une situation d’urgence survienne pour prendre des mesures de coordination ?* * *Quelles sont les principales mesures de coordination à prendre avant le déclenchement d’une urgence ?* * *Pour ceux qui disposent déjà de clusters/mécanismes de coordination, quels sont les points faibles des dispositifs actuels ?* |

**Document 4.2 : Liste de contrôle des mesures de coordination pour le Cluster/secteur de l’éducation**

|  |  |
| --- | --- |
| **Domaine de coordination du Cluster/secteur** | ** Mesures prévues** |
| **Structure et gouvernance d’un Cluster/secteur de l’éducation** |  |
| Identifier les **agents de coordination** des services éducatifs d’urgence et définir le pourcentage de temps que le personnel du gouvernement, de Save the Children, de l’UNICEF et des autres parties prenantes consacre à diriger le Cluster/secteur. |  |
| Élaborer un **protocole d’accord** précisant les rôles et responsabilités de Save the Children, de l’UNICEF et du ministère de l’Éducation en matière de préparation et d’intervention dans le domaine de l’éducation d’urgence. |  |
| Définir la manière dont les chefs de file sectoriels rempliront leur mission de **« prestataire de dernier recours »**. |  |
| Créer des **termes de référence pour les coordonnateurs de clusters** avec des liens hiérarchiques/mécanismes d’évaluation clairs, un système de suivi des performances et des missions affectées. |  |
| Mettre en œuvre un dispositif de **cartographie des capacités** qui définit les capacités de chaque membre du cluster/secteur à l’échelle du pays et de la province ou du district. |  |
| Élaborer des **termes de référence qui établissent les objectifs, les missions et les résultats attendus du cluster/secteur** en précisant les responsabilités des membres, le calendrier et le mécanisme de suivi. |  |
| Organiser régulièrement des **réunions** de planification du cluster/secteur. |  |
| Identifier les **ONG et organisations communautaires partenaires** susceptibles de devenir membres du Cluster/secteur de l’éducation à l’échelle du pays, de la province ou du district. |  |
| **Coordination** |  |
| Obtenir **l’engagement des membres du cluster** à répondre aux besoins et combler les lacunes, en garantissant une répartition adaptée des responsabilités au sein du cluster avec des agents de coordination clairement désignés pour les problèmes spécifiques, le cas échéant. |  |
| **Aider le gouvernement** à tous les niveaux à assurer une coordination et une cohésion opérationnelles appropriées entre tous les partenaires de l’action humanitaire. |  |
| Garantir des **relations efficaces avec les autres clusters** et assurer la coordination avec les partenaires internationaux qui ne sont pas directement membres du cluster. |  |
| **Représenter les intérêts du cluster** dans les discussions avec le Coordonnateur de l’action humanitaire concernant la hiérarchisation, la mobilisation des ressources et le plaidoyer. |  |
| Garantir l’intégration complète des **questions transversales** prioritaires du CPI, à savoirles droits de l’homme, le VIH/sida, l’âge, le genre, l’environnement et le recours à des approches participatives et communautaires. |  |
| Mettre au point et normaliser des **outils pour le cluster/secteur**, notamment des évaluations rapides de l’éducation, des modèles de compte-rendu communs, des formulaires de distribution de fournitures et des outils de suivi et d’évaluation. |  |
| Élaborer et maintenir une **matrice** *« qui fait quoi et où »* à laquelle chaque partenaire doit contribuer régulièrement, afin d’obtenir une vue d’ensemble des activités et des lacunes. |  |
| Créer un **plan d’intervention coordonné** avec des rôles et responsabilités clairement définis pour la mise en œuvre de tous les aspects de l’éducation dans le cadre de l’intervention d’urgence. |  |
| Mettre en place un **système de partage d’informations** dans les deux sens entre l’échelon national et l’échelon local, ainsi qu’avec les autres clusters et le Coordonnateur de l’action humanitaire. |  |
| Élaborer un **plan logistique opérationnel coordonné** pour le Cluster éducation, en collaboration avec le Cluster logistique, afin d’assurer le transport du matériel pédagogique vers les zones touchées. |  |
| **Financement** |  |
| Déterminer les coûts et établir un **budget coordonné** pour les fournitures destinées à l’éducation d’urgence ; rechercher et obtenir un financement. |  |
| Intégrer les **organisations nationales/locales** dans les propositions de financement d’urgence. |  |
| **Préparation** |  |
| Intégrer dans le plan national sectoriel pour l’éducation ou dans le plan national d’urgence/de préparation aux catastrophes une **section sur l’éducation en situations d’urgence**, une section sur l’éducation ou un plan de préparation et d’intervention en cas d’urgence pour le secteur de l’éducation. |  |
| Élaborer des **plans d’urgence** pour le Cluster/secteur de l’éducation. |  |
| Effectuer un exercice de **cartographie des capacités** pour tous les membres du Cluster/secteur et identifier les lacunes. |  |
| Réaliser un **exercice national de simulation** dans le domaine de la planification et de l’intervention en cas de catastrophe avec tous les secteurs, y compris l’éducation. |  |
| Créer des **clusters/secteurs dans les provinces/districts** et veiller à ce que les plans de préparation pour le Cluster/secteur de l’éducation soient élaborés à l’échelle de la province/du district. |  |
| Fournir aux fonctionnaires du ministère de l’Éducation et aux autres partenaires des documents relatifs aux **normes minimales de l’INEE**. |  |
| Travailler en collaboration avec le ministère de l’Éducation afin d’intégrer dans le SIGE national **un système de recueil et d’analyse de données** à l’échelle du pays/des provinces/des districts pour l’éducation en situations d’urgence. |  |
| Veiller à ce que le **SIGE fonctionne et soit stocké sur un support informatique** et équiper les bureaux d’éducation des districts de systèmes informatiques. |  |
| **Former le personnel du ministère de l’Éducation au niveau central et dans les districts** à la gestion des informations et au traitement des données pour le SIGE. |  |
| Déterminer la quantité de fournitures nécessaires pour l’éducation d’urgence conformément aux plans d’urgence et **coordonner le prépositionnement d’un pourcentage convenu.** |  |
| Réaliser des **formations à l’éducation en situations d’urgence** intégrant les normes minimales de l’INEE pour les membres du Cluster/secteur. |  |
| **Former** les coordonnateurs/chefs de file sectoriels à la **coordination d’un cluster**. |  |

**Exercice - Partage d’expériences en matière de coordination**

**30 minutes**

|  |  |
| --- | --- |
|  | ***Note aux animateurs*** : pour réaliser cet exercice, un certain nombre de participants doitt avoir l’expérience de divers mécanismes de coordination. Il est préférable de leur laisser du temps pour se préparer en leur indiquant avant l’atelier qu’ils seront sollicités pour partager leurs expériences de coordination.  Cette session s’appuie sur quatre personnes ressources, avec quatre groupes de participants. Vous pouvez l’adapter en fonction du temps et des personnes ressources disponibles. Équilibrez le temps accordé au travail en groupe et celui consacré à la séance plénière.  **Travail en groupe (20 minutes)**   1. Constituez des groupes de 5 à 8 personnes et organisez des « sessions express » au cours desquelles des personnes ressources habituées à différents types de coordination (p. ex. groupe de travail sectoriel, cluster du CPI, sous-groupe d’une approche sectorielle) font part de leurs expériences pendant 5 minutes. Cette présentation doit être brève afin de conserver du temps pour les questions. 2. Faites retentir un signal au bout de 5 minutes pour indiquer aux personnes qu’il est temps de passer à une autre table. 3. Continuez sur ce mode jusqu’à ce chaque personne ressource se soit arrêtée à chaque table.   **Séance plénière (10 minutes)**   1. Discutez des points communs et des différences entre les divers types de coordination en séance plénière. |

**Jeu de rôles – Réunion du Cluster éducation**

**60 minutes**

|  |  |
| --- | --- |
|  | ***Note à l’animateur****: plusieurs rôles différents sont disponibles, modifiez le jeu et adaptez le contexte en fonction de votre groupe.*  *Il est prévu de scinder les participants en deux groupes. Les rôles fournis concernent une réunion nationale du Cluster éducation et une réunion de coordination dans un district. Chaque groupe doit simuler l’une de ces réunions. D’autres configurations sont toutefois possibles :*   * *Vous pouvez organiser deux réunions nationales (de préférence dans des pièces distinctes).* * *Si les participants sont nombreux, organisez deux réunions de coordination dans des districts et une réunion nationale.* * *Vous pouvez organiser une réunion nationale seulement (préférable si les participants sont peu nombreux, nécessite davantage de temps ; certains participants peuvent jouer le rôle d’observateurs).*   **Jeu de rôles (40 minutes)**   1. Expliquez aux participants qu’ils vont maintenant participer à un jeu de rôles mettant en scène une réunion du Cluster éducation. Distribuez les rôles et le rapport de situation, puis accordez aux participants une dizaine de minutes pour les lire. Ils ne doivent pas en discuter entre eux mais sont libres d’adapter ou de compléter leur rôle à leur convenance. Indiquez aux présidents de séance que leur mission est de fixer les objectifs de la réunion à son ouverture. (Ils peuvent inviter les participants à exprimer leurs attentes.) 2. Expliquez aux participants qu’ils vont participer soit à une réunion nationale du Cluster éducation, soit à une réunion de coordination dans un district. La réunion du Cluster éducation doit durer 25 minutes. Un animateur doit être présent pour observer chaque réunion et avertir les présidents lorsqu’il ne reste plus que cinq minutes. 3. À la fin des réunions, l’animateur demande aux participants d’effectuer l’exercice individuel (10 minutes). Les enseignements tirés du jeu de rôles sont ensuite débattus en séance plénière.   **Réflexion individuelle et examen des normes minimales de l’INEE (10 minutes)**   1. Demandez aux participants de consulter les chapitres du manuel de l’INEE traitant de la coordination et de la participation, puis invitez-les à réfléchir à la manière dont l’application des normes peut favoriser la coordination et la participation.   Ils doivent noter dans leur guide quelles normes ont été satisfaites lors de la réunion de coordination et lesquelles ne l’ont pas été.  **Séance plénière – Enseignements tirés d’expériences de coordination et de l’application des normes minimales de l’INEE (20 minutes)**   1. Réunissez tous les participants en séance plénière et posez les questions suivantes :  * *Quels sont les aspects fondamentaux de la coordination du Cluster/secteur de l’éducation ?* * *Dans quelle mesure les normes minimales de l’INEE contribuent-elles à cette coordination ? Demandez des exemples concrets issus de l’expérience des participants ou du jeu de rôles.* * *Que se produit-il si l’on attend qu’une situation d’urgence survienne pour prendre des mesures de coordination ?* * *Que se produit-il si l’on n’associe pas les groupes de coordination d’urgence aux groupes sectoriels existants dans le domaine de l’éducation ?* * *Quelles sont les principales mesures de coordination à prendre avant le déclenchement d’une urgence ?* * *Pour ceux qui disposent déjà de clusters/mécanismes de coordination, quels sont les points faibles des dispositifs actuels ?* |

**SCÉNARIO : Urgence au Carostan**

**Des inondations et des glissements de terrain font 1 500 morts**

**La situation**

Le Carostan est un pays sans littoral d’environ 17 millions d’habitants. Son indice de développement humain est relativement élevé, même s’il reste bien inférieur à celui d’un pays de niveau intermédiaire. Fin 2006, son taux de scolarisation à l’école primaire était d’environ 80 % et le pays était en bonne voie d’atteindre la parité homme/femme dans l’éducation (malgré quelques problèmes dans certaines zones rurales et dans le secondaire). Néanmoins, le Carostan a récemment été touché par plusieurs événements néfastes et lutte pour contenir la hausse de son taux d’infection à VIH (aujourd’hui estimé à environ 13 %).

Une guerre civile a éclaté en 2004 en Arcazia, son voisin oriental. Si les combats n’ont pas traversé la frontière, le conflit a considérablement affecté l’économie du Carostan car il a entraîné le blocage des grandes routes commerciales. Ces dernières années, la crise financière mondiale a encore accentué les difficultés économiques et le gouvernement s’est avéré dans l’incapacité de trouver les fonds nécessaires pour préserver les infrastructures et les salaires du secteur public.

Il y a un peu plus de trois semaines, la province de Jabuma, au nord du Carostan, a subi des précipitations d’une intensité exceptionnelle qui ont provoqué des inondations et des glissements de terrain de grande ampleur (la région est très vallonnée par endroits). Le district le plus touché est celui d’Agoma, avec un demi-million de personnes déplacées. Le district de Benoni, de plus petite taille, compte également environ deux cent mille personnes déplacées. Tous les services essentiels, y compris les services éducatifs, ont été perturbés dans certains secteurs des deux districts, et l’on s’attend au déplacement d’enseignants et d’enfants. Les liaisons téléphoniques ont été perturbées mais certains services mobiles restent disponibles.

Plusieurs organisations internationales (UNICEF, Save the Children, la Croix-Rouge internationale et d’autres ONG) ont fourni des tentes, des installations d’eau, d’assainissement et d’hygiène et de la nourriture. Dans les camps qui ont été construits, des espaces amis des enfants ont été aménagés et des tentes scolaires ont été installées. À l’heure actuelle, l’UNICEF a prévu de fournir environ 30 000 kits de matériel éducatif et 65 « écoles en boîte » dans le district d’Agoma, tandis que Save the Children a pris en charge des missions de coordination dans le district de Benoni et devrait distribuer environ 15 000 kits de matériel éducatif et 30 « écoles en boîte ».

**Réunion nationale du Cluster éducation**

Depuis la deuxième semaine de la crise, l’UNICEF préside des réunions du Cluster éducation organisées régulièrement à Maomadi, la capitale du pays, avec le ministère de l’Éducation (ces deux entités étant coprésidentes du Cluster éducation). Cette réunion (la cinquième) portera sur les points suivants :

**Distribution des kits de matériel éducatif**

* La majorité des kits de matériel éducatif et des « écoles en boîte » sont arrivés dans le pays. Ils sont stockés dans des entrepôts à Maomadi. L’UNICEF attend encore de connaître le nombre et l’emplacement exacts des écoles pour les personnes déplacées avant de procéder à la distribution.
* Au début de la semaine prochaine, une équipe d’évaluation associant des représentants de l’UNICEF et du ministère de l’Éducation se rendra à Agoma pour faire le point sur la situation sur le terrain.

**Disponibilité des enseignants**

* Des efforts doivent être déployés pour identifier les enseignants déplacés car leur nombre devrait suffire pour répondre aux besoins en personnel des écoles.

**Financement**

* Les donateurs ont accepté de financer davantage de kits si nécessaire.
* Il a été décidé de procéder à un Appel éclair pour le financement. Les organisations sélectionnées ont été informées.

**Gestion des camps**

* La plupart des camps sont en place et dotés d’abris de base et d’installations d’eau, d’assainissement et d’hygiène.
* La majorité d’entre eux disposent de zones réservées aux écoles/espaces amis des enfants. Si ce n’est pas le cas, les organisations sont invitées à le signaler.

**Divers**

**Réunion du Cluster éducation dans le district de Benoni**

Save the Children est chargé de coordonner l’intervention dans le district de Benoni. Le terrain rend la situation particulièrement difficile et l’agent d’éducation intérimaire du district ne possède qu’une connaissance superficielle de la région car il n’est en poste que depuis 4 mois. Il s’agit de la troisième réunion de coordination. Les deux autres ont été consacrées au recueil d’informations sur le nombre de personnes déplacées et les lieux où celles-ci se trouvent.

**Distribution des kits de matériel éducatif**

* Les kits de matériel éducatif, les « écoles en boîte » et les tentes scolaires ne sont pas encore arrivés. Des chiffres estimatifs concernant les personnes déplacées ont été envoyés au bureau central du ministère de l’Éducation, mais certains camps sont difficiles d’accès.
* Aucune autre évaluation n’est prévue dans le district de Benoni.

**Disponibilité des enseignants**

* Des efforts doivent être déployés pour identifier les enseignants déplacés.
* Leur nombre était insuffisant avant la catastrophe et certains se sont réfugiés chez des proches vivant dans d’autres régions, notamment Agoma. Il faut trouver davantage d’enseignants pour les écoles des camps de Benoni.

**Divers**

**Rôles pour la réunion nationale du Cluster éducation**

# UNICEF, chef de file du Cluster éducation

* Des camps sont en cours de construction pour accueillir les centaines de milliers de personnes déplacées et il est urgent d’aménager des espaces d’apprentissage sûrs et adaptés aux enfants pour un usage immédiat. Ces lieux doivent être axés sur la protection et l’apprentissage des compétences pratiques.
* Votre agence a été désignée comme le principal acteur pour le secteur de l’éducation dans la situation d’urgence actuelle. Bien qu’étant membre du personnel de l’UNICEF, les urgences ne constituent qu’un aspect de vos responsabilités professionnelles. Vous prenez votre rôle au sérieux mais vous êtes submergé(e) et avez demandé un soutien supplémentaire au siège régional.
* Vous savez que l’UNICEF est en train de mettre sur pied un projet d’urgence de 15 millions de dollars incluant des installations d’éducation et des kits de matériel. Le dispositif éducatif sera axé sur la protection des élèves et les avantages psychosociaux. Ce projet a été intégré dans l’Appel éclair.
* Vous encouragez toutes les organisations qui le peuvent à devenir membres du Cluster et vous utilisez les normes minimales de l’INEE comme cadre commun pour le partenariat et la collaboration inter-agences.
* Vous êtes convaincu(e) des avantages de la planification, de la hiérarchisation et de la recherche de consensus. Vous prendrez le temps nécessaire pour garantir que le plan élaboré par ce groupe est fondé sur les besoins. Vous considérez souvent que les normes minimales de l’INEE sont l’expression du consensus du secteur de l’éducation sur les bonnes pratiques essentielles en matière de coordination.
* Bien qu’étant président de ce cluster inter-agences, vous devez vous assurer que le ministère de l’Éducation est le chef de file effectif de cette mission, qu’il se considère et est considéré comme tel.
* Vous avez l’impression que le ministère de l’Éducation a du mal à obtenir des informations sur le terrain, ce qui n’est pas étonnant au vu de la gravité de la crise et du manque de ressources disponibles dans les districts touchés. Vous avez donc organisé cette évaluation conjointe afin que le ministère puisse recueillir des informations concrètes et avoir accès aux problèmes sur le terrain.
* Vous avez conscience des différences qui peuvent exister entre vous, le ministère de l’Éducation et certaines ONG, mais vous êtes tous d’accord sur le fait que la priorité est de reconstituer un environnement d’apprentissage structuré pour les enfants dans les meilleurs délais.

# Save the Children

* Votre organisation est co-chef de file de ce Cluster et vous êtes convaincu(e) de l’intérêt de ce partenariat. Dans cette situation d’urgence, un membre du personnel de l’UNICEF joue le rôle de coordonnateur du Cluster pour le compte du Cluster. Vous respectez cette personne et avez le sentiment qu’elle fait du bon travail. Vous souhaitez la soutenir dans ses efforts visant à renforcer la coordination inter-agences au sein du Cluster éducation et, si nécessaire, jouer un rôle moteur.
* Vous avez de l’expérience dans les domaines de l’éducation et de la protection. Vous êtes préoccupé par le fait que les problèmes spécifiques des femmes et des filles soient négligés. En raison des traditions et des normes culturelles, beaucoup de filles n’ont pas accès à l’éducation formelle, en particulier dans les zones rurales. Cependant, vous pensez que cette intervention humanitaire peut fournir l’occasion de promouvoir l’intégration des filles dans les activités éducatives et de garantir ainsi que toutes les filles et tous les garçons aient accès à l’école.
* Les femmes et les filles non accompagnées sont davantage exposées à la violence sexuelle, surtout dans les camps. Save the Children est en train de négocier un financement supplémentaire de 2 millions de dollars auprès d’USAID afin de mobiliser et de déployer des équipes de protection chargées d’identifier et d’aider les enfants non accompagnés dans les villages reculés. Save the Children est également en train d’élaborer un projet de 1 million de dollars visant à former les forces de sécurité et les fonctionnaires qui travaillent dans les camps et les sensibiliser aux besoins spécifiques des femmes et des filles. L’un des volets de ce projet prévoit aussi de former le personnel du ministère de l’Éducation aux droits des filles en matière d’éducation.
* Vous êtes un peu déçu(e) qu’il n’y ait jamais de temps pour discuter des problèmes de protection dans les réunions du Cluster. Vous pensez que vous pourriez vous charger de cet aspect, peut-être en qualité de président(e) d’un sous-comité, mais votre collègue de l’UNICEF n’est jamais disponible pour s’entretenir de ce sujet avec vous. Vous devez aborder cette question lors de la prochaine réunion du Cluster.

# UNESCO

* Vous avez un mandat d’engagement auprès du ministère de l’Éducation, avec qui vous entretenez une relation particulièrement solide. Vous vous trouvez donc en bonne position pour expliquer au gouvernement dans quelle mesure les bonnes pratiques énoncées dans les normes minimales de l’INEE peuvent aider à organiser une intervention inter-agences de qualité et renforcer les propres normes du gouvernement (à titre complémentaire uniquement, sans les remplacer).
* S’il est important de construire des structures d’enseignement et de fournir des manuels scolaires et du matériel pédagogique, vous pensez qu’il faut envisager l’intervention sous un angle plus global. Votre objectif est de garantir la reprise d’un enseignement de qualité partout en proposant une formation complémentaire aux enseignants et aux chefs d’établissement. Vous souhaitez également revoir le programme scolaire, si nécessaire, afin de répondre aux besoins de tous les enfants et adolescents.
* Votre agence est spécialisée dans la reconstruction à long terme et les activités de développement. Vous militez donc pour que les initiatives d’aide précoce intègrent des interventions éducatives en lien avec la reconstruction durable et le développement. Vous avez la conviction qu’il faut aborder dès maintenant des questions à plus long terme telles que la formation d’enseignants de qualité et tenir compte de ces aspects dans les plans d’intervention immédiats. Vous pensez que vous pouvez vous appuyer sur les normes minimales de l’INEE pour défendre la nécessité d’intégrer les besoins de reconstruction précoce dans la réaction immédiate.
* Vous êtes déçu(e) de ne pas avoir eu le temps de discuter du relèvement précoce au cours de la dernière réunion et estimez que les participants se sont trop attardés sur le nombre d’enfants, les kits de matériel éducatif et les emplacements.
* Vous vous inquiétez également du fait que le nombre d’enseignants disponibles soit insuffisant, contrairement à ce que pensent les représentants du ministère de l’Éducation, et vous êtes d’avis qu’il faut renforcer le recrutement et le perfectionnement du personnel pédagogique. Ces éléments pourraient faire partie d’un programme à plus long terme. Vous avez le sentiment que le Cluster devrait axer ses efforts sur le financement de ce type d’initiative, au lieu d’essayer à tout prix d’obtenir « plus de kits ».

**Agent de liaison avec le gouvernement, ministère de l’Éducation**

* Le gouvernement a créé une Commission fédérale de secours pour coordonner l’ensemble des initiatives d’aide et mettre en œuvre les politiques. Votre mission est de veiller à ce que le gouvernement mène l’intervention éducative.
* Le système de clusters des Nations Unies, tel que vous le percevez, vous offrira la possibilité de diriger tous les acteurs dans le cadre d’une intervention éducative coordonnée. C’est une bonne chose car beaucoup d’agences sont mobilisées, ce qui nécessite une grande coordination. Vous pouvez assumer ce rôle de chef de file.
* Vous savez que selon le principe de la responsabilité sectorielle, des agences chef de file sont désignées dans les différents domaines d’assistance. Ces agences sont chargées de coordonner les autres entités intervenant dans leur domaine. Vous savez que l’UNICEF et Save the Children sont co-chefs de file du Cluster éducation, mais vous n’en connaissez pas les conséquences pratiques. Vous êtes fermement convaincu(e) que vous devriez être le chef de file de tout « cluster » ou groupe de travail sur l’éducation dans votre pays.
* Le représentant de l’UNICEF et d’autres personnes auraient évoqué des normes internationales qu’ils souhaitent utiliser comme cadre de coordination, mais vous ne savez pas de quoi il s’agit. Quoi qu’il en soit, votre pays n’a pas besoin de normes internationales : il a besoin de normes adaptées à sa situation.
* Beaucoup d’agences parlent de construire des espaces d’apprentissage provisoires plus solides que des tentes dans les camps de personnes déplacées, mais vous pensez que ce n’est pas une priorité car il s’agit d’une mesure à très court terme. Votre gouvernement ne souhaite pas encourager les personnes à rester dans les camps.
* Les chiffres montrent qu’il y avait assez d’enseignants dans les communautés avant le déplacement. Par conséquent, leur nombre devrait encore être suffisant si l’on parvient à les identifier et à les inciter à se remettre au travail. Ce serait une erreur de former de nouveaux enseignants en masse, qui s’attendraient à avoir du travail à la fin de la crise. En l’état actuel des choses, le gouvernement n’a pas assez d’argent pour assumer tous leurs salaires.
* Vous vous étonnez de la participation à la réunion du Cluster. Vous êtes heureux(se) que tant d’organisations soutiennent l’initiative d’aide, mais craignez que toutes ne suivent pas les procédures.
* Vous êtes satisfait(e) que l’UNICEF ait accepté de financer une équipe d’évaluation chargée d’inspecter les zones touchées car vos représentants dans les districts et vous-même avez eu des difficultés à vous rendre sur place et recueillir des informations précises. Vos véhicules sont criblés de problèmes techniques et vous avez du mal à obtenir des crédits pour le carburant.

**ONG nationale : Education for Children à Agoma**

* Votre organisation travaille depuis de nombreuses années avec les communautés vivant dans les régions montagneuses reculées afin de garantir l’accès des enfants à l’éducation non formelle. L’une de vos priorités est de leur donner les moyens de participer plus activement à la société civile, en particulier à la promotion de la paix.
* Dans la situation actuelle, les femmes peuvent jouer un rôle essentiel pour stabiliser la situation et garantir que les besoins de leurs familles et de leurs communautés soient satisfaits. Elles peuvent également saisir cette occasion pour se faire entendre sur la scène politique.
* Vous pensez que l’intervention humanitaire doit être participative et s’appuyer sur les capacités locales et les mesures déjà mises en place par les communautés pour l’éducation de leurs enfants. Les individus, en particulier les enfants, possèdent d’incroyables capacités d’adaptation qu’il faut encourager en rétablissant des conditions de vie normales grâce à l’apprentissage et à l’école.
* Vous êtes déçu(e) que le Cluster éducation semble accorder la priorité à la distribution de matériel et à l’éducation formelle. On dirait qu’il s’agit du seul moyen de réagir à cet état d’urgence. Vous auriez préféré réserver certains fonds à la formation professionnelle et à l’apprentissage des compétences pratiques.
* Votre organisation envisage de réaliser un projet dans ce domaine et recherche un financement de 100 000 dollars en vue de former des jeunes et des femmes à l’organisation d’activités d’apprentissage pour les jeunes enfants et de leur permettre d’assumer le rôle d’enseignants/animateurs pour les enfants de leur communauté.
* Vous êtes venu à Maomadi pour débattre de ces questions lors de la réunion nationale du Cluster éducation.

**ONG internationale 1**

* Vous ne comprenez pas le système de clusters, ni la raison pour laquelle Save the Children est co-chef de file avec une agence des Nations Unies. Après tout, vous êtes une ONG aussi et ne voyez pas pourquoi ces entités bénéficient d’une situation privilégiée. Vous craignez qu’elles ne monopolisent tous les financements accordés aux ONG.
* Vous êtes spécialisé(e) dans la construction d’écoles et l’élaboration de programmes scolaires.
* Vous avez une idée très précise de vos priorités immédiates et comptez suivre cette ligne. Le Cluster sert uniquement à partager des informations. Vous n’avez pas assisté aux premières réunions car vous étiez occupé à superviser votre évaluation et votre première phase d’intervention sur le terrain. Vous avez entendu parler d’un Appel éclair pour récolter des fonds mais ne savez pas vraiment de quoi il s’agit ni si vous pouvez bénéficier de ces fonds.
* Vous êtes tout à fait disposé(e) à discuter des tentes et des kits de matériel pédagogique, mais souhaiteriez initier le débat sur les stratégies de relèvement des infrastructures scolaires. Vous avez vécu d’autres inondations et pensez que la majorité des personnes commenceront à réintégrer leur domicile dans les 3 mois.
* Vous entretenez de bonnes relations avec le bureau d’éducation de votre district et parvenez habituellement à coopérer avec eux pour faire avancer des projets. Vous avez un peu peur que le ministère de l’Éducation gère la situation de manière trop centralisée car vous avez pu constater par le passé que dans ce cas, les demandes d’autorisation mettent bien trop longtemps à aboutir.
* Vous souhaitez profiter de cette réunion pour souligner la nécessité d’une coordination au niveau local et pour commencer à planifier dès aujourd’hui le relèvement à long terme.

# Représentant(e) d’une ONG nationale à Benoni – Children First

* Votre agence travaille en partenariat avec Save the Children à Benoni depuis 3 ans dans le cadre d’un programme de formation des enseignants axé sur les méthodes adaptées aux enfants. Vous supervisez quatre personnels de terrain qui travaillent à Benoni.
* De plus, pendant la dernière urgence, vous avez suivi une formation organisée par Save the Children et êtes devenu(e) formateur(trice) qualifié(e). Vous avez formé 14 animateurs psychosociaux à Benoni. Vous pensez que si vous parvenez à les contacter et s’ils n’ont pas été déplacés, la plupart d’entre eux pourraient être envoyés à Benoni en fonction des besoins.
* Vous pensez que votre organisation peut recruter des enseignants/animateurs bénévoles dans les deux districts touchés et espérez obtenir des informations sur leur nombre et les autres modalités lors de cette réunion centrale du Cluster éducation. La pénurie d’enseignants constatée avant la situation d’urgence s’est encore aggravée.
* Vous travaillez également sur un autre projet relatif au développement de l’éducation non formelle. Votre organisation dispose de supports d’apprentissage accéléré destinés à l’éducation non formelle et était sur le point de lancer un programme de formation de formateurs pour l’éducation non formelle. La situation d’urgence a interrompu le projet car un grand nombre de communautés impliquées ont été déplacées. Vous vous demandez s’il serait aujourd’hui possible de déployer le programme dans certains camps.
* Cette réunion vous permettra peut-être d’expliquer qu’il y a une pénurie d’enseignants et de voir si les participants seraient favorables à la mise en place du programme d’éducation non formelle auprès des communautés déplacées.

# Agent de coordination provincial de Save the Children pour la protection en situation d’urgence (Benoni)

* Vous êtes normalement basé(e) à Jabuma et Save the Children vous a envoyé(e) à Benoni pour gérer l’intervention de protection et d’éducation d’urgence. Vous êtes arrivé(e) 3 heures après l’inondation. Save the Children a passé un contrat avec une ONG locale (Children First) pour fournir des services éducatifs de qualité et adaptés aux enfants à Benoni et c’est vous qui avez mis en place l’opération d’éducation d’urgence dans ce district.
* Save the Children a stocké 100 kits de matériel récréatif à Jabuma, destinés aux espaces amis des enfants utilisés pour le programme normal.
* Save the Children dispose de documents psychosociaux traduits et peut former des animateurs à Jabuma. Vous avez déjà travaillé avec Children First pour former des animateurs psychosociaux.
* Le bureau de pays dispose de 50 000 dollars US qu’il peut dépenser immédiatement. Vous vous interrogez sur les priorités et avez besoin d’informations de la part du Cluster éducation national afin de ne pas utiliser ces fonds pour des activités déjà organisées.
* Quelques problèmes de protection inquiétants sont déjà survenus dans des écoles rurales, les filles étant particulièrement exposées au risque d’exploitation et d’abus par les enseignants. Vous craignez que la situation empire dans le contexte des camps. Si de nouveaux enseignants sont formés, vous pensez qu’il faut prendre des mesures pour veiller à ce qu’ils comprennent parfaitement les problèmes liés à la protection et pour surveiller étroitement leur comportement. Cet aspect doit être débattu lors de la réunion nationale du Cluster éducation.
* Vous avez persuadé l’agent d’éducation du district de Benoni d’assister à la réunion avec vous car il est important que les messages que vous souhaitez faire passer soient considérés comme provenant du ministère de l’Éducation et de Save the Children.

# Responsable d’éducation de province de Jabuma

* Vous avez participé à une précédente urgence dans la province il y a 6 ans, au cours de laquelle des glissements de terrain avaient détruit des écoles à Benoni. Les écoles avaient été fermées jusqu’à ce qu’elles puissent être réparées et aucune intervention organisée en faveur de l’éducation n’avait eu lieu. Le bureau d’éducation de province compte deux techniciens qui ont réalisé la précédente évaluation des dommages subis par les écoles et ont supervisé les efforts de relèvement.
* L’année dernière, vous avez participé à un atelier sur la réduction des risques de catastrophes parrainé par Save the Children et vous êtes très attaché(e) à l’éducation en situations d’urgence, aussi bien au niveau de la préparation que de l’intervention.
* Vous avez encouragé le développement d’un réseau solide de conseils d’écoles à Agoma (les problèmes ont cependant été plus nombreux dans le district plus reculé de Benoni). Vous êtes certain(e) qu’il sera possible de mobiliser ces conseils afin de recruter des enseignants et des animateurs bénévoles pour les services éducatifs d’urgence. Dans les endroits qui ne disposent pas de conseils d’école, des enseignants et des responsables communautaires pourraient fournir une aide dans divers domaines dont l’évaluation, le recrutement de bénévoles et la formation des enseignants.
* À Benoni, le poste d’agent d’éducation du district est vacant depuis 4 mois et bien qu’il soit occupé par un agent intérimaire, il y a une certaine faiblesse au niveau de la direction. Le ministère de l’Éducation a du mal à trouver du personnel pour ces zones montagneuses reculées.
* Le bureau de province de Jabuma n’a pas été endommagé et pourrait être utilisé comme centre de gestion des informations.
* Le bureau de province n’a pas de manuels scolaires à distribuer. La situation dans les bureaux des districts est inconnue.
* Vous assistez à la réunion du Cluster éducation à la demande du ministère de l’Éducation basé à Maomadi et vous souhaitez envoyer les kits de matériel éducatif aux personnes vivant dans les camps le plus rapidement possible. Même si les examens sont encore loin, les enfants qui ne peuvent pas se rendre à l’école actuellement auront des difficultés. Ce matériel est donc essentiel.

**Autres rôles – à utiliser à votre convenance en fonction des participants/du contexte**

Utilisez **ONG internationale 2** à la place d’**ONG internationale 1**.

# ONG internationale 2

* Votre organisation a déjà envoyé des experts et du personnel éducatif dans les régions touchées.
* Vous êtes également d’avis qu’il faut mettre en place immédiatement des espaces d’apprentissage sûrs et vous possédez une solide expérience en matière d’implication des adolescents et des jeunes dans ce travail. Très souvent, les activités d’apprentissage et d’éducation sont uniquement organisées pour les jeunes enfants. Les adolescents et les jeunes sont alors livrés à eux-mêmes et exposés à divers problèmes de protection (violence sexuelle, travail, exploitation, violence, etc.). Vous ne souhaitez pas que cette situation fréquemment observée se reproduise.
* Vous pensez également qu’il n’y a pas assez d’enseignants et que certains ont immédiatement besoin d’une formation complète et approfondie, notamment dans la perspective de reconstruire le système scolaire. Vous avez le sentiment que le Cluster doit s’occuper de cette question sans partir du principe que le ministère de l’Éducation a raison lorsqu’il affirme que la situation est sous contrôle.
* Vos collègues participent également activement aux Clusters abris d’urgence et CCCM (coordination et gestion des camps), mais vous ne savez pas s’ils prônent l’importance d’installer les sites d’apprentissage dans des zones centrales et sûres à l’intérieur des camps. Vous souhaitez que le Cluster éducation adopte une position ferme et transmette clairement ce message au Cluster abris d’urgence.

Utilisez le rôle d’**Agent d’éducation intérimaire du district** à la place de celui de **Responsable d’éducation de province**. Remarque : la réunion ne doit pas regrouper des représentants des 3 niveaux administratifs du ministère de l’Éducation car cette situation se produit rarement dans la réalité !

# Agent d’éducation intérimaire du district de Benoni

* Vous travaillez en tant qu’agent d’éducation intérimaire du district de Benoni depuis 4 mois et vous souhaiteriez retrouver votre poste habituel. Cependant, vous savez que le ministère de l’Éducation ne considère pas Benoni comme une priorité et en raison de son isolement, cette zone connaît une forte rotation de personnel.
* Il y a six mois, vous avez participé à un atelier d’une demi-journée sur l’éducation en situations d’urgence à Maomadi. Vous aimeriez obtenir l’aide de Save the Children car ses agents travaillent en relations étroites avec vous à Benoni. Vous étiez invité(e) à participer à la dernière réunion du comité de secours aux sinistrés du district de Benoni mais vous n’avez pas pu vous y rendre. Au cours de la dernière inondation, les écoles ont fermé pendant plus d’un mois parce qu’elles étaient occupées par des personnes déplacées, mais aussi parce que rien n’avait été envisagé pour l’éducation en situations d’urgence.
* Vous pensez que vous avez de la chance de ne pas avoir perdu votre maison pendant les inondations et que votre famille soit en sécurité.
* Vous regrettez qu’il n’y ait pas de stocks de manuels à distribuer aux écoles et aux enfants touchés. En effet, le système d’impression et de distribution des manuels est centralisé et n’est même pas en mesure de satisfaire les besoins éducatifs en dehors des urgences.
* Il y a également quelques supports d’apprentissage accéléré dans le bureau d’éducation de province de Jabuma qui pourraient être utiles pour cette urgence.
* Vous avez participé à l’évaluation des dommages d’une école et vous souhaiteriez faire appel aux deux techniciens du bureau d’éducation de province de Jabuma qui ont réalisé la précédente évaluation des dommages et ont supervisé les efforts de relèvement.
* Vous ne disposez pas d’un système informatisé pour obtenir des informations sur l’éducation. Toutes les données sur la scolarisation continuent à être recueillies à la main, selon les véhicules et le carburant disponibles. Quelques personnes peuvent recueillir des données pour le secteur de l’éducation. Benoni dispose de trois personnes ressources qui contrôlent régulièrement la fréquentation et vous aimeriez qu’elles participent à l’équipe d’évaluation qui va recueillir des données. Ces personnes sont équipées de téléphones portables et ont accès à une moto en état de marche qu’elles utilisent à tour de rôle pour contrôler la fréquentation scolaire.
* Il y a déjà une pénurie d’enseignants et vous craignez de ne pas pouvoir trouver de personnel pour relancer les activités éducatives. Vous ne savez pas comment les mobiliser ou les inciter à travailler pendant la situation d’urgence.
* L’agent de coordination d’urgence de Save the Children vous a aidé à trouver un moyen de transport pour vous rendre à la réunion et faire entendre le point de vue des personnes qui travaillent sur le terrain.

**Rôles pour la réunion du Cluster éducation dans le district de Benoni**

# Agent d’éducation intérimaire du district de Benoni

* Vous travaillez en tant qu’agent d’éducation intérimaire du district de Benoni depuis 4 mois et vous souhaiteriez retrouver votre poste habituel. Cependant, vous savez que le ministère de l’Éducation ne considère pas Benoni comme une priorité et en raison de son isolement, cette zone connaît une forte rotation de personnel.
* Il y a six mois, vous avez participé à un atelier d’une demi-journée sur l’éducation en situations d’urgence à Maomadi. Vous aimeriez obtenir l’aide de Save the Children car ses agents travaillent en relations étroites avec vous à Benoni. Vous étiez invité(e) à participer à la dernière réunion du comité de secours aux sinistrés du district de Benoni mais vous n’avez pas pu vous y rendre. Au cours de la dernière inondation, les écoles ont fermé pendant plus d’un mois parce qu’elles étaient occupées par des personnes déplacées, mais aussi parce que rien n’avait été envisagé pour l’éducation en situations d’urgence.
* Vous pensez que vous avez de la chance de ne pas avoir perdu votre maison pendant les inondations et que votre famille soit en sécurité.
* Vous regrettez qu’il n’y ait pas de stocks de manuels à distribuer aux écoles et aux enfants touchés. En effet, le système d’impression et de distribution des manuels est centralisé et n’est même pas en mesure de satisfaire les besoins éducatifs en dehors des urgences.
* Il y a également quelques supports d’apprentissage accéléré dans le bureau d’éducation de province de Jabuma qui pourraient être utiles pour cette urgence.
* Vous avez participé à l’évaluation des dommages d’une école et vous souhaiteriez faire appel aux deux techniciens du bureau d’éducation de province de Jabuma qui ont réalisé la précédente évaluation des dommages et ont supervisé les efforts de relèvement.
* Vous ne disposez pas d’un système informatisé pour obtenir des informations sur l’éducation. Toutes les données sur la scolarisation continuent à être recueillies à la main, selon les véhicules et le carburant disponibles. Quelques personnes peuvent recueillir des données pour le secteur de l’éducation. Benoni dispose de trois personnes ressources qui contrôlent régulièrement la fréquentation et vous aimeriez qu’elles participent à l’équipe d’évaluation qui va recueillir des données. Ces personnes sont équipées de téléphones portables et ont accès à une moto en état de marche qu’elles utilisent à tour de rôle pour contrôler la fréquentation scolaire.
* Il y a déjà une pénurie d’enseignants et vous craignez de ne pas pouvoir trouver de personnel pour relancer les activités éducatives. Vous ne savez pas comment les mobiliser ou les inciter à travailler pendant la situation d’urgence.
* Un agent de coordination d’urgence de Save the Children vient d’arriver et vous aide à assurer la coordination au niveau du district.

# Agent de coordination provincial de Save the Children pour la protection en situation d’urgence (Benoni)

* Vous êtes normalement basé(e) à Jabuma et Save the Children vous a envoyé(e) à Benoni pour gérer l’intervention de protection et d’éducation d’urgence. Vous êtes arrivé(e) 3 heures après l’inondation. Save the Children a passé un contrat avec une ONG locale (Children First) pour fournir des services éducatifs de qualité et adaptés aux enfants à Benoni et c’est vous qui avez mis en place l’opération d’éducation d’urgence dans ce district.
* Save the Children a stocké 100 kits de matériel récréatif à Jabuma, destinés aux espaces amis des enfants utilisés pour le programme normal.
* Save the Children dispose de documents psychosociaux traduits et peut former des animateurs à Jabuma. Vous avez déjà travaillé avec Children First pour former des animateurs psychosociaux.
* Le bureau de pays dispose de 50 000 dollars US qu’il peut dépenser immédiatement. Vous vous interrogez sur les priorités et avez besoin d’informations au niveau local afin de ne pas utiliser ces fonds pour des activités déjà organisées.
* Quelques problèmes de protection inquiétants sont déjà survenus dans des écoles rurales, les filles étant particulièrement exposées au risque d’exploitation et d’abus par les enseignants. Vous craignez que la situation empire dans le contexte des camps. Si de nouveaux enseignants sont formés, vous pensez qu’il faut prendre des mesures pour veiller à ce qu’ils comprennent parfaitement les problèmes liés à la protection et pour surveiller étroitement leur comportement.
* Vous souhaitez vous assurer que les problèmes constatés à Benoni sont signalés dans un rapport pouvant être envoyé à l’échelon national.

# ONG nationale : Children First

* Votre agence travaille en partenariat avec Save the Children à Benoni depuis 3 ans dans le cadre d’un programme de formation des enseignants axé sur les méthodes adaptées aux enfants. Vous supervisez quatre personnels de terrain qui travaillent à Benoni.
* De plus, pendant la dernière urgence, vous avez suivi une formation organisée par Save the Children et êtes devenu(e) formateur(trice) qualifié(e). Vous avez formé 14 animateurs psychosociaux à Benoni. Vous pensez que si vous parvenez à les contacter et s’ils n’ont pas été déplacés, la plupart d’entre eux pourraient être envoyés à Benoni en fonction des besoins.
* Vous pensez que votre organisation peut recruter des enseignants/animateurs bénévoles dans les deux districts touchés et espérez obtenir des informations sur leur nombre et les autres modalités lors de cette réunion centrale du Cluster éducation. La pénurie d’enseignants constatée avant la situation d’urgence s’est encore aggravée.
* Vous travaillez également sur un autre projet relatif au développement de l’éducation non formelle. Votre organisation dispose de supports d’apprentissage accéléré destinés à l’éducation non formelle et était sur le point de lancer un programme de formation de formateurs pour l’éducation non formelle. La situation d’urgence a interrompu le projet car un grand nombre de communautés impliquées ont été déplacées. Vous vous demandez s’il serait aujourd’hui possible de déployer le programme dans certains camps.
* Cette réunion vous permettra peut-être d’expliquer qu’il y a une pénurie d’enseignants et de voir si les participants seraient favorables à la mise en place du programme d’éducation non formelle auprès des communautés déplacées.

# ONG internationale 1

* Votre organisation a déjà envoyé des experts et du personnel éducatif dans les régions touchées.
* Vous êtes également d’avis qu’il faut mettre en place immédiatement des espaces d’apprentissage sûrs et vous possédez une solide expérience en matière d’implication des adolescents et des jeunes dans ce travail. Très souvent, les activités d’apprentissage et d’éducation sont uniquement organisées pour les jeunes enfants. Les adolescents et les jeunes sont alors livrés à eux-mêmes et exposés à divers problèmes de protection (violence sexuelle, travail, exploitation, violence, etc.). Vous ne souhaitez pas que cette situation fréquemment observée se reproduise.
* Vous pensez également qu’il n’y a pas assez d’enseignants et que certains ont immédiatement besoin d’une formation complète et approfondie, notamment dans la perspective de reconstruire le système scolaire. Vous avez le sentiment que le Cluster doit s’occuper de cette question sans partir du principe que le ministère de l’Éducation a raison lorsqu’il affirme que la situation est sous contrôle.
* Vos collègues participent également activement aux Clusters abris d’urgence et CCCM (coordination et gestion des camps), mais vous ne savez pas s’ils prônent l’importance d’installer les sites d’apprentissage dans des zones centrales et sûres à l’intérieur des camps. Vous souhaitez que le Cluster éducation adopte une position ferme et transmette clairement ce message au Cluster abris d’urgence.

.

**ONG nationale : Education for Children à Agoma**

* Votre organisation travaille depuis de nombreuses années avec les communautés vivant dans les régions montagneuses reculées afin de garantir l’accès des enfants à l’éducation non formelle. L’une de vos priorités est de leur donner les moyens de participer plus activement à la société civile, en particulier à la promotion de la paix.
* Dans la situation actuelle, les femmes peuvent jouer un rôle essentiel pour stabiliser la situation et garantir que les besoins de leurs familles et de leurs communautés soient satisfaits. Elles peuvent également saisir cette occasion pour se faire entendre sur la scène politique.
* Vous pensez que l’intervention humanitaire doit être participative et s’appuyer sur les capacités locales et les mesures déjà mises en place par les communautés pour l’éducation de leurs enfants. Les individus, en particulier les enfants, possèdent d’incroyables capacités d’adaptation qu’il faut encourager en rétablissant des conditions de vie normales grâce à l’apprentissage et à l’école.
* Vous êtes déçu(e) que le Cluster éducation semble accorder la priorité à la distribution de matériel et à l’éducation formelle. On dirait qu’il s’agit du seul moyen de réagir à cet état d’urgence. Vous auriez préféré réserver certains fonds à la formation professionnelle et à l’apprentissage des compétences pratiques.
* Votre organisation envisage de réaliser un projet dans ce domaine et recherche un financement de 100 000 dollars en vue de former des jeunes et des femmes à l’organisation d’activités d’apprentissage pour les jeunes enfants et de leur permettre d’assumer le rôle d’enseignants/animateurs pour les enfants de leur communauté.

# Agent d’éducation – ministère de l’Éducation (Benoni)

* Vous travaillez au bureau d’éducation de Benoni depuis un peu plus de cinq ans. Vous avez récemment été promu(e) et votre principale mission est d’aider l’agent d’éducation du district à recueillir des données et à rédiger des rapports.
* On vous a dit que vous pourriez assister au prochain atelier sur l’éducation en situations d’urgence. Cependant, vous n’avez suivi aucune formation dans ce domaine à ce jour.
* Votre maison a été endommagée pendant les inondations mais votre famille est en sécurité. Vous avez des proches dans la région et logez chez eux.
* Vous ne disposez pas d’un système informatisé pour gérer les informations sur l’éducation, donc le travail est long et fastidieux. Toutes les données sur la scolarisation continuent à être recueillies à la main, selon les véhicules et le carburant disponibles. Votre équipe compte toutefois deux autres personnes ressources et avec l’aide des ONG pour le transport, vous pensez être en mesure de réaliser une évaluation raisonnable.
* Vous savez que la fréquentation scolaire a été plus faible cette année que l’année dernière. Selon vous, c’est peut-être dû à l’aggravation de la situation économique qui pousse certaines familles à donner la priorité à d’autres activités. De plus, l’état général des écoles se dégrade et le budget consacré à l’achat de nouveaux manuels ou à la rénovation des salles de classe est limité.
* Vous savez également qu’un certain nombre d’enseignants ont quitté le métier ces dernières années sans être remplacés. En effet, certains enseignants assument deux postes.

# ONG internationale 2

* Votre organisation travaille au Carostan depuis plus de cinq ans, mais pas dans le district de Benoni. Vous pensez toutefois être bien placé pour intervenir suite aux inondations.
* Vous êtes spécialisé(e) dans l’enseignement préscolaire/les écoles maternelles. Vous recherchez des moyens d’élargir l’accès aux écoles maternelles au Carostan car leur fréquentation favorise la réussite scolaire et le bien-être des enfants.
* Vous vous inquiétez particulièrement des risques auxquels les jeunes enfants sont exposés dans les camps. Beaucoup d’entre eux seront pris en charge par des frères et sœurs plus âgés (ce qui empêchera peut-être ces derniers d’aller à l’école). Une initiative concertée visant à proposer un enseignement préscolaire dans les camps résoudrait ces deux problèmes.
* Les inondations fournissent également l’occasion de renforcer l’offre d’enseignement préscolaire et les inscriptions dans ces écoles. Il est important de travailler en collaboration avec le ministère de l’Éducation sur cette question afin de garantir que les écoles maternelles bénéficieront d’un soutien après l’intervention d’urgence.
* Il s’agit de la première réunion sur l’éducation dans le district à laquelle vous assistez. Vous vous êtes rendu(e) à la réunion nationale du Cluster éducation et avez été déçu(e) de constater que l’enseignement préscolaire n’était pas à l’ordre du jour. Cet aspect sera peut-être plus facile à défendre au niveau local.

# Agent local de l’UNICEF pour l’éducation d’urgence

* Le bureau national vous a envoyé(e) dans le district de Benoni car le ministère de l’Éducation a fait état de capacités limitées dans la région.
* Save the Children dirige actuellement l’effort de coordination à Benoni. Comme vous dirigez ensemble le Cluster éducation, vous pensez pouvoir apporter une aide et prendre en charge le travail administratif lié à certaines missions.
* Des kits de matériel éducatif, des tentes scolaires et des « écoles en boîte » sont en attente de distribution dans la capitale. Vous devez transmettre rapidement les données au cluster national car l’organisation logistique de la distribution prend toujours plus de temps que prévu. Le terrain à Benoni complique particulièrement les choses.
* Vous avez déjà travaillé sur une précédente urgence et avez suivi une formation sur l’éducation en situations d’urgence et les normes minimales de l’INEE pour l’éducation en situations d’urgence. Vous avez le sentiment qu’en qualité de chef de file sectoriel, votre responsabilité est de veiller à ce que les ONG aient connaissance de ces normes et les respectent dans le cadre de leurs interventions.